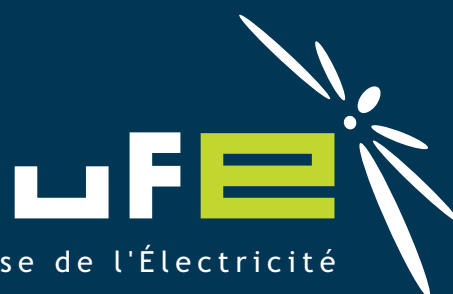


RAPPORT ANNUEL ANNUAL REPORT

2008



Union Française de l'Électricité

L'Électricité, c'est l'avenir !



Union Française de l'Électricité
9, avenue de Friedland - 75008 Paris
Tél. 01 58 56 69 00 - Fax 01 58 56 69 09
www.ufe-electricite.fr

A word from the Chairman

2-3 Le Mot du Président

1 - UFE Presentation

4-9 1 - Présentation de l'UFE

2 - 2008 highlights

10-13 2 - Faits marquants en 2008

3 - Commissions Works in 2008

3 - Travaux des Commissions en 2008

a / General Economics Commission

14-15

a / Commission Économie Générale

b / Social Commission

16-19

b / Commission Sociale

c / Generation Commission

20-23

c / Commission Production

d / Hydropower Working Group

24-25

d / Groupe de travail Hydroélectricité

e / Markets Commission

26-27

e / Commission Marchés

f / Networks & Public Services Commission

28-31

f / Commission Réseaux et Services publics

g / European Affairs Commission

32-35

g / Commission des Affaires Européennes

4 - Industry-Wide Agreements 2008

36 4 - Accords de Branche 2008

A word from the Chairman

Without question, 2008 will be viewed as a turning point in the history of the world economy. The magnitude of the financial crisis and the suddenness with which it spread to the economy itself will have an even longer-lasting impact on entire sections of industrial sectors with special links to cyclic consumption, like the car industry.

For all that, the crisis has had less effect on the energy sector so far. The electricity industry has had a fairly favourable year, marked in particular by the nuclear revival and the increasing popularity of renewable energies and major movements in concentration in businesses in the industry.

The French Electricity Union has also been very busy in 2008, both in negotiations with the social partners as part of the reform of special pension schemes and in taking positions relating to the industrial activities of its members. 2008 will also be remembered as the year of the first readings in Parliament of the Grenelle I bill and of the debates, during the remedial finance bill, on the sub-dimensioning of the allowance reserve of the National Allocation Plan for CO₂ emissions for the 2008-2012 period. Basic texts which have required a major contribution from electricity, as reflected in the work of several UFE commissions.

UFE has already taken fully into account in its action the sustainable development dimension as a powerful factor of convergent evolution in the economy, the environment and the social aspect. Conscious that this evolution will generate new markets and related jobs, UFE works to promote the electricity industry whose role will be central in combating climate change in the years to come.

Robert DURDILLY



Le Mot du Président

2008 s'inscrit, sans conteste, comme un tournant dans l'histoire de l'économie mondiale. L'ampleur de la crise financière et la brutalité avec laquelle elle s'est propagée à l'économie réelle impactera encore durablement des pans entiers de secteurs industriels particulièrement liés à la consommation cyclique.

Pour autant, la crise a, jusqu'à présent, moins affecté le secteur de l'énergie. Ainsi, la filière électrique a connu une année plutôt favorable, marquée en particulier par le renouveau du nucléaire et l'essor des énergies renouvelables ainsi que par d'importants mouvements de concentration dans les entreprises du secteur.

Pour sa part, l'Union Française de l'Électricité a connu une forte activité en 2008, tant sur le plan des négociations avec les partenaires sociaux dans le cadre de la réforme des régimes spéciaux de retraite, que sur le plan des prises de positions liées aux activités industrielles de ses adhérents. En effet, 2008 aura été, notamment, l'année des premières lectures au Parlement du projet de loi Grenelle I comme celle des débats, à l'occasion de la loi de finances rectificative, sur le sous dimensionnement de la réserve de quotas du Plan National d'Allocation de Quotas d'émissions de CO₂ pour la période 2008-2012. Des textes fondamentaux au travers desquels l'électricité est fortement mise à contribution, comme le reflètent les travaux de plusieurs des Commissions de l'UFE.

D'ores et déjà, l'UFE a pleinement pris en compte la dimension développement durable dans son action comme puissant facteur d'évolution convergente de l'économie, de l'environnement et du social. Consciente que cette évolution générera de nouveaux marchés et emplois associés, l'UFE travaille à la promotion du secteur électrique dont le rôle, dans la lutte contre le changement climatique, sera central dans les années à venir.

Robert DURDILLY

UFE Presentation

UFE, professional association for the electricity sector

The Union Française de l'Électricité (UFE) (French Electricity Union), an association created in May 2000 and governed by the law of 1901, is the professional association for the electricity industry. It represents the employers within the electricity and gas industries and acts in the interest of its members - producers, transmission system operators or electricity suppliers - in the economic and industrial field.

MISSIONS UFE

- **Represent and defend the economic and industrial interests of its members** with the French public authorities and European institutions (UFE represents the French utilities companies in MEDEF and France in EURELECTRIC, the European association for the electricity industry).
- **Promote the image of the electricity industry** and the use of this source of energy in a logic of sustainable development and in particular French commitments under the Kyoto Protocol and the Grenelle Environnement.
- **Develop consultation between its members** and exchanges in experience on social, economic and technical questions for the electricity industry, including standardisation, whilst complying with regulations in force, especially competition rules.
- **Participate in all consultations organised by the national or local public authorities**, relating especially to assessing needs and prospects for change in the electricity industry, and thus help to develop multi-annual national scheduling of investment and establish regional and local energy policies.
- **Take part in social consultation within the electricity, gas and energy industry sectors**, in particular:
 - negotiate and ratify all conventions and collective work agreements under laws and regulations in force,
 - represent its members in all consultative bodies.
- **Promote the establishment of a fair competition in an open market.**

Les ADHÉRENTS de l'UFE - UFE Members



Présentation de l'UFE



L'UFE, l'association professionnelle du secteur de l'électricité

L'Union Française de l'Électricité (UFE), association régie par la loi de 1901 créée en mai 2000, est l'association professionnelle du secteur de l'électricité. Elle représente les employeurs du secteur au sein de la branche des industries électriques et gazières et porte les intérêts de ses membres, producteurs, gestionnaires de réseaux, ou fournisseurs d'électricité, dans le domaine économique et industriel.

Les MISSIONS de l'UFE

- Assurer la **représentation et la défense des intérêts économiques et industriels de ses adhérents**, auprès des pouvoirs publics français et des institutions européennes (l'UFE représente les électriciens français au sein du MEDEF, et la France au sein d'EURELECTRIC, l'association européenne des électriciens).
- **Promouvoir l'image du secteur de l'électricité** et les utilisations de cette source d'énergie, dans une logique de développement durable et notamment des engagements souscrits par la France dans le cadre du protocole de Kyoto et du Grenelle Environnement.
- **Développer la concertation entre ses adhérents** et les échanges d'expérience sur les questions sociales, économiques et techniques du secteur de l'électricité, y compris la normalisation, dans le respect des réglementations en vigueur, notamment des règles de concurrence.
- **Participer à toute concertation organisée par les pouvoirs publics nationaux ou locaux**, liée notamment à l'évaluation des besoins et des perspectives d'évolution du secteur de l'électricité, et contribuer ainsi à l'élaboration de la programmation nationale pluriannuelle des investissements, ainsi qu'à l'établissement des politiques régionales ou locales en matière d'énergie.
- **Participer à la concertation sociale au sein du secteur des industries électriques et gazières et de l'énergie**, en particulier :
 - négocier et ratifier toute convention et tout accord collectif de travail, dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
 - assurer la représentation de ses adhérents dans tout organisme consultatif.
- **Contribuer à établir les conditions d'une juste et équitable concurrence dans un marché ouvert.**



GDF SUEZ

POWEO
Opérateur d'électricité et de gaz

RTE
Gestionnaire
du Réseau
de Transport
d'Électricité



UNELEG

CONSEIL d'ADMINISTRATION de l'UFE

UFE BOARD OF DIRECTORS



Robert Durdilly

Président du Conseil
d'Administration
de l'Union Française
de l'Électricité

*Chairman,
Board of Directors, UFE*



André Antolini

- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant de la Commission Production
- Président du Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)
- Vice-Chairman, UFE
- Acting Chairman, Production Commission
- Chairman, Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)



Mathieu Bonnet

Directeur Général
de la Compagnie
Nationale du Rhône
(CNR)

*Managing Director,
Compagnie Nationale du Rhône (CNR)*



Jean-Marc Dupeyrat

Directeur Adjoint de la
Branche Énergie
France GDF SUEZ

*Deputy Director, Energy
France Branch, GDF SUEZ*



Franck Chevalley

Directeur Général
de Gaz Électricité
de Grenoble (GEG)

*Managing Director,
Gaz Électricité
de Grenoble (GEG)*



Francis Grosmanin

Vice-Président
de l'UNELEG

Vice-Chairman, UNELEG



Charles Beigbeder

Président de POWEO

Chairman, POWEO



Catherine Delpirou

Directeur de la Direction
Dynamique et

Politique RH d'EDF

*Director, HR Dynamics
and Policy Division, EDF*

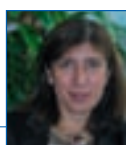


Philippe Huet

- Vice-Président
de l'UFE

- Directeur Général
Adjoint Stratégie et
Coordination d'EDF

*- Vice-Chairman, UFE
- Deputy Managing Director,
Strategy and Coordination, EDF*



Myriam Berdy

- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant de la Commission Économie Générale
- Vice-Président de l'UNELEG
- Directeur Général Délégué d'Électricité de Strasbourg (ES)
- Vice-Chairman, UFE
- Acting Chairman, General Economics Commission
- Vice-Chairman, UNELEG
- Deputy Managing Director, Électricité de Strasbourg (ES)



Henri Ducre

Directeur
de la Branche
Énergie France
de GDF SUEZ

*Director, Energy France
Branch, GDF SUEZ*



Bernard Lassus

Directeur Général
Adjoint RH
et Communication
d'ERDF

*Deputy Managing
Director, HR and Communication, ERDF*



Gérard Lefranc



- Vice-Président de l'UFE
- Président de la Commission Réseaux et Services Publics
- Président de l'UNELEG
- Directeur Général de la SICAE OISE
- Vice-Chairman, UFE
- Chairman, Grids and Public Services Commission
- Chairman, UNELEG
- Managing Director, SICAE OISE

Stéphane Morel



- Vice-Président de l'UFE
- Président de la Commission Affaires Européennes
- Secrétaire Général de LA SNET (Groupe E.ON France)
- Vice-Chairman, UFE
- Chairman, European Affairs Commission
- Secretary General, LA SNET (E.ON Group, France)

Thierry Franck de Préaumont



- Vice-Président Délégué de l'UFE
- Président de la Commission Marchés
- Président Directeur Général de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) - Groupe GDF SUEZ
- Deputy Vice-Chairman, UFE
- Chairman, Markets Commission
- Chairman and Managing Director, Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU), GDF SUEZ Group

Pascal Magnien



- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant de la Commission Sociale
- Directeur des Ressources Humaines de RTE
- Vice-Chairman, UFE
- Deputy Chairman, Social Commission
- Director, Human Resources, RTE

Anne Pénalba



- Vice-Président de l'UFE
- Président suppléant du Groupe de Travail Hydroélectricité
- Président de FRANCE HYDRO-ÉLECTRICITÉ
- Vice-Chairman, UFE
- Vice-Chairman, Hydroelectricity Working Group
- Chairman, FRANCE HYDRO-ELECTRICITÉ

Jean-Baptiste Séjourné



- Président du Groupe de Travail Hydroélectricité
- Directeur Délégué de la Branche Énergie France de GDF SUEZ
- Chairman, Hydroelectricity Working Group
- Deputy Director in charge of Energy France Business, GDF SUEZ Group

Michel Margnes



- Président de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR)
- Chairman, Compagnie Nationale du Rhône (CNR)

Luc Poyer



- Président du Directoire d'E.ON France
- Directeur Général de LA SNET
- Chairman of the Managing Board, E.ON France
- Managing Director, LA SNET

Jean-Pierre Viou



- Vice-Président Trésorier de l'UFE
- Président de la Commission Budgétaire
- Président d'ELE
- Directeur Général de SOREGIES
- Vice-Chairman Treasurer, UFE
- Chairman, Budgetary Commission
- Chairman, ELE
- Managing Director, SOREGIES

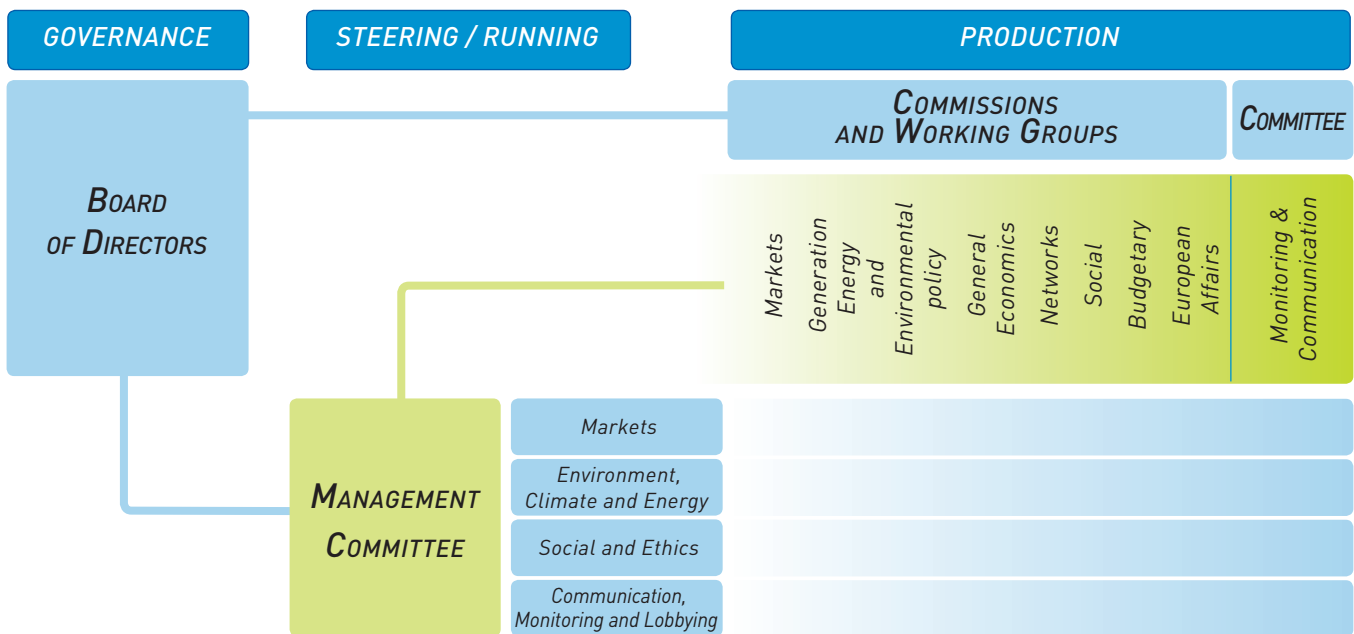
Internal UFE organisation

The Union Française de l'Électricité (French Electricity Union) has opted for an organisation revolving around businesses and strategic focal points (Contracts, Climate and Energy Environment, Social and Ethical, Communication Monitoring and Lobbying).

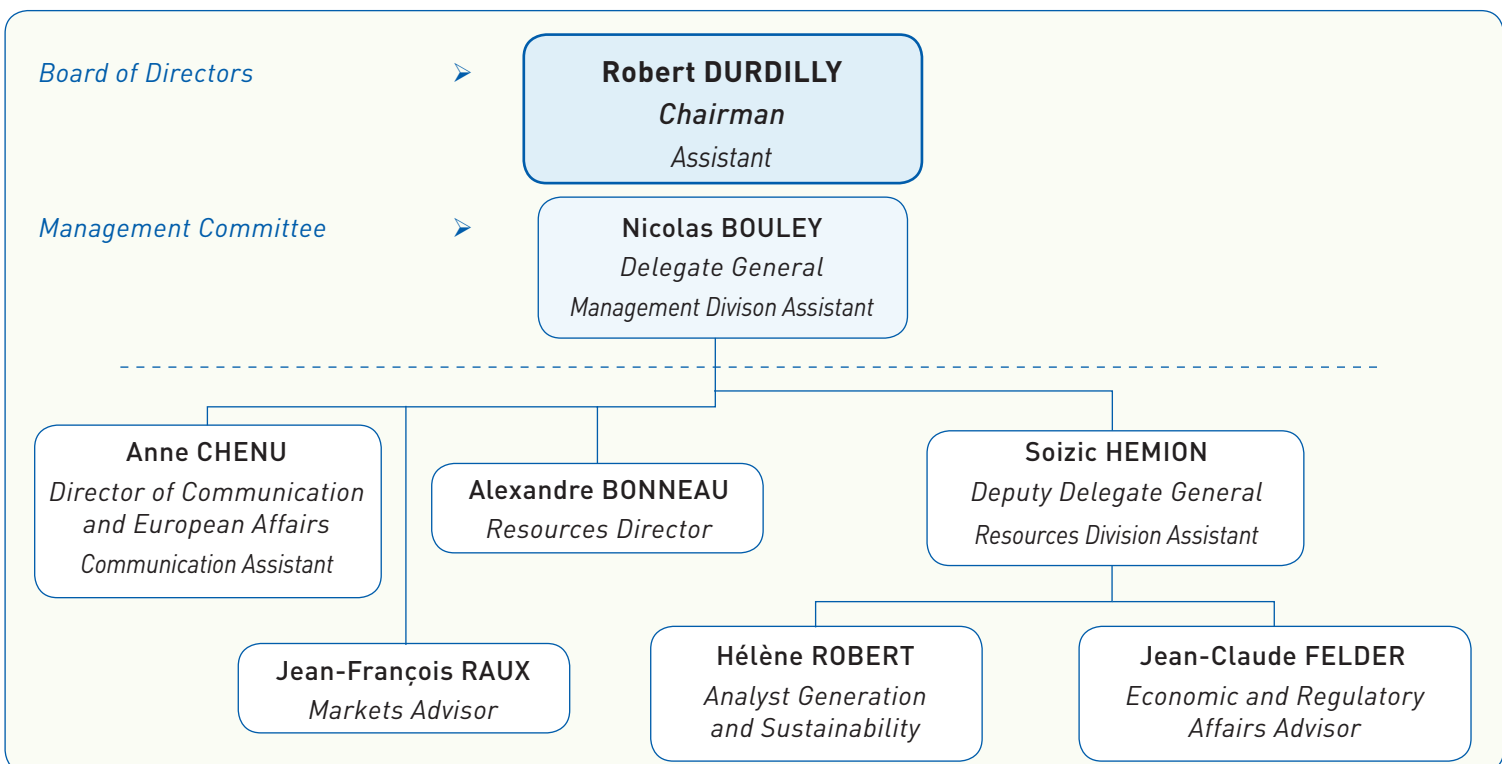
This organisation meets the power ascension of UFE in an increasingly complex and demanding environment.

Apart from the governance bodies - Board of Directors and Management Committee - UFE includes seven commissions and one committee, each one representing a field of expertise. Their purpose is to develop proposals and commit to actions.

This structure was set up in 2008.



UFE Staff



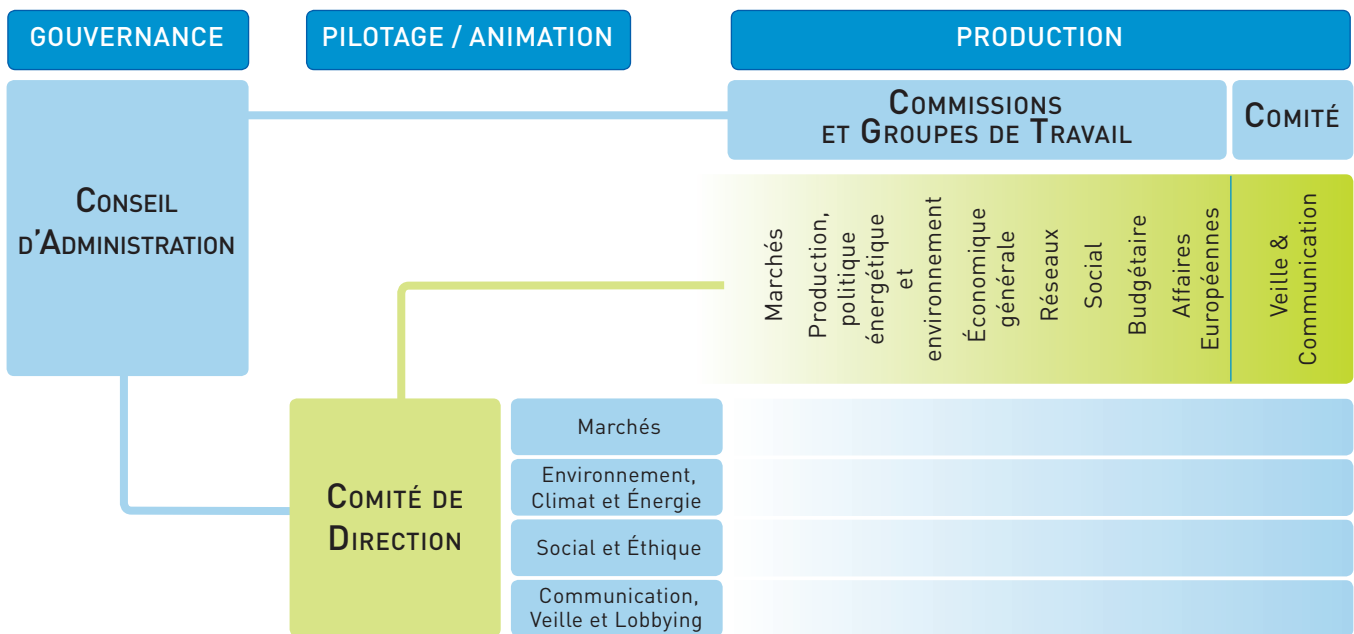
L'Organisation interne de l'UFE

L'Union Française de l'Électricité a privilégié une organisation articulée autour des métiers et des axes stratégiques (Marchés, Environnement Climat Énergie, Social et Ethique, Communication Veille et Lobbying).

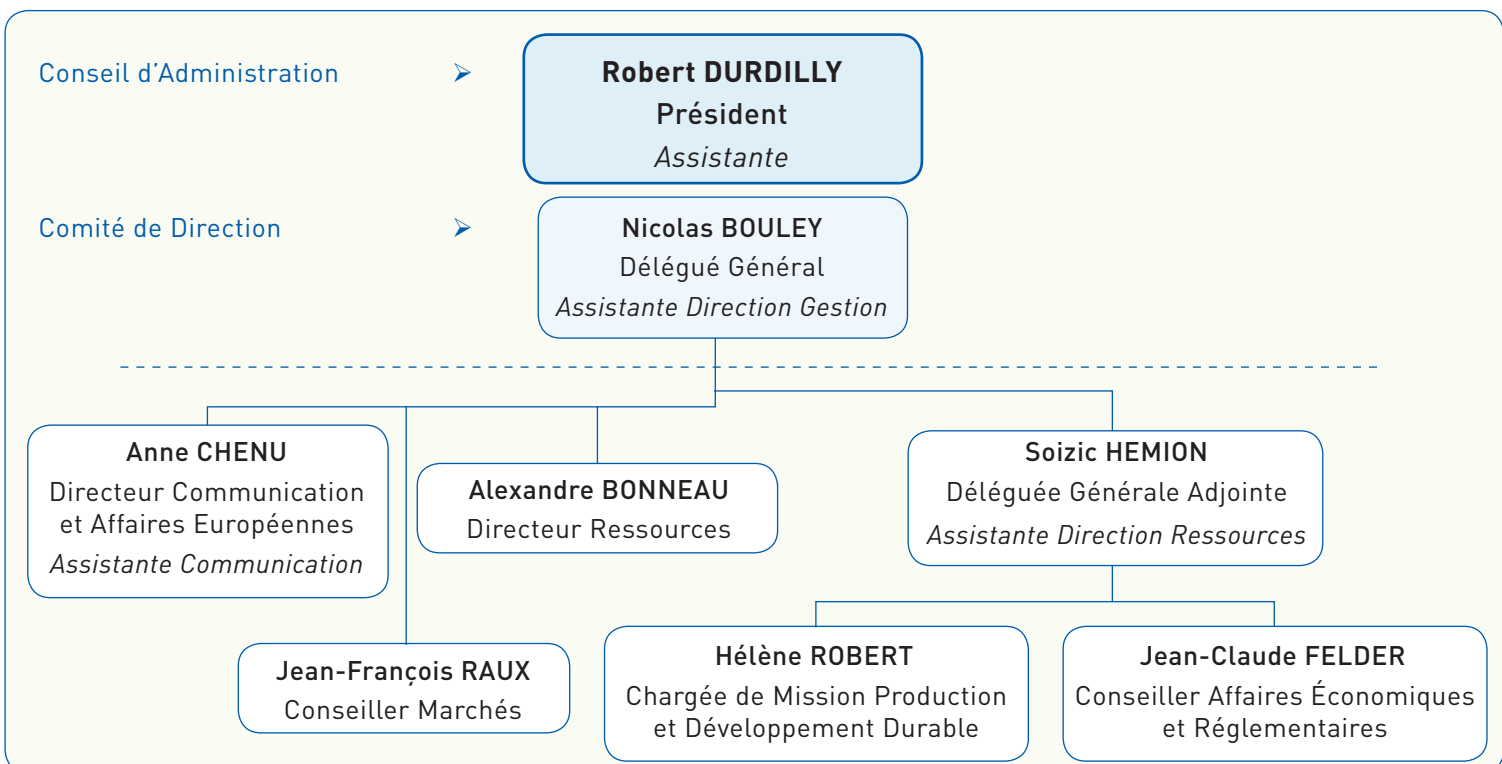
Cette organisation répond à la montée en puissance de l'UFE dans un environnement de plus en plus complexe et exigeant.

Outre les instances de gouvernance – Conseil d'Administration et Comité de Direction – on compte sept Commissions et un Comité représentant chacun un domaine d'expertise. Ils ont pour mission d'élaborer des propositions et d'engager des actions.

Cette structure a été mise en place en 2008.



Les permanents de l'UFE



2008 was a year marked by major events both nationally and internationally.

An ECONOMIC CRISIS from Summer 2008 onwards plunged all world economies into recession and forced each one to rethink its model.

The adoption in mid-December of the ENERGY AND CLIMATE PACKAGE by the European Union, fixing the much talked-about "3x20" rule (20% energy savings, 20% renewable energies in the final energy consumption and 20% reduction in greenhouse gas emissions), has now placed the environment at the heart of industrial strategic reflections.

At the same time, the POZNAN Conference, attended by 189 countries, laid down the principles which will serve as a basis for the 2009 COPENHAGEN Summit, a potential successor to the KYOTO Protocol. Among the signatories, but not yet ratified, the United States could, with the election of Barack Obama, set itself the objective in 2009 of renewing the initiative of global negotiations on the climate.

Significant MERGER-ACQUISITION movements in the energy industry gave birth to world-size operators controlling the entire value chain. They have placed France, especially, right up with the world leaders in several areas of expertise. One example is the finalising of the merger between Gaz de France and Suez which has seen the birth of a champion of energy - GDF SUEZ. Another illustration is the purchase of BRITISH ENERGY by EDF or part of the nuclear assets of the American CONSTELLATION ENERGY, also by EDF.

Note finally the German group E-ON 65% buy out of SNET.

The extreme volatility of the price of the barrel of CRUDE with spectacular rises in the first half of the year, brought home just that little bit more the pressing need to diversify energy sources and underlined, in this respect, the essential role henceforth played by electricity.

In France, the first section of the GRENELLE ENVIRONNEMENT bill was voted in virtually unanimously in the Autumn. This confirms the Government's desire to comply with the European decisions of energy efficiency and moderation. The text confirms in particular the aim of cutting CO₂ emissions by four between 1990 and 2050 and sets an annual limit for primary energy consumption of less than 50 kWh/m² (except for dwellings heated by energies with an advantageous carbon assessment in terms of greenhouse gas emissions). It also provides for developing renewable energies so that they account for 23% of the final energy consumption.

A year and a half after total DEREGULATION, the Energy Regulation Commission (CRE) report attests to true dynamics in the retail electricity market and shows that the market share of alternative electricity suppliers in the residential consumer segment has increased tremendously in 2008 (692,000 against 31,000 in 2007 in 29.7 million households), with a clear acceleration in the third quarter (+34%).



Au plan international comme au plan national, l'année 2008 aura été une année marquée par des événements majeurs.

Une CRISE ÉCONOMIQUE, dès l'été 2008, plonge l'ensemble des économies mondiales dans la récession, et oblige chacun à repenser son modèle.

L'adoption, mi-décembre, par l'Union européenne du PAQUET ÉNERGIE-CLIMAT, en fixant la règle des fameux « 3 x 20 » (20% d'économie d'énergie, 20% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre), place désormais l'environnement au cœur des réflexions stratégiques industrielles.

Parallèlement, la conférence de POZNAN, qui rassemble 189 pays, pose les principes qui serviront de base au Sommet de COPENHAGUE de 2009 dont l'objet est de succéder au Protocole de KYOTO. Faisant partie des signataires mais ne l'ayant pas ratifié, les États-Unis pourraient, avec l'élection de Barack OBAMA, se fixer pour objectif en 2009 de reprendre l'initiative des négociations planétaires sur le climat.

D'importants mouvements de FUSION-ACQUISITION dans le secteur de l'énergie donnent naissance à des opérateurs de taille mondiale maîtrisant l'ensemble de la chaîne de valeur. Ils placent la France, en particulier, au rang de leader mondial dans plusieurs domaines de compétences. C'est le cas avec la concrétisation du rapprochement de Gaz de France et de Suez qui donnent naissance à un champion de l'énergie, GDF SUEZ. Cela s'illustre aussi au travers de l'achat par EDF de BRITISH ENERGY ou bien encore d'une partie des actifs nucléaires de l'américain CONSTELLATION ENERGY, par ce même EDF.

À noter enfin, le rachat par le groupe allemand E-ON de 65% de SNET.

La très forte volatilité du prix du baril de PÉTROLE,

avec des envolées spectaculaires au premier semestre, a rappelé un peu plus l'impérieuse nécessité de diversifier les sources d'énergie et souligné, en la matière, le rôle incontournable que joue désormais l'électricité.



À l'automne, en France, le premier volet du projet de loi du **GRENELLE ENVIRONNEMENT** est voté à la quasi-unanimité. Il confirme la volonté du gouvernement de respecter les décisions européennes d'efficacité et de sobriété énergétiques.

Ainsi, le texte confirme notamment l'objectif de diviser par quatre les émissions de CO₂ entre 1990 et 2050, et fixe une limite de consommation d'énergie primaire inférieure à 50kWh/m² par an (sauf pour les logements chauffés par des énergies présentant un bilan carbone avantageux en termes d'émissions de gaz à effet de serre) il prévoit également de développer les énergies renouvelables afin qu'elles contribuent à hauteur de 23% de la consommation d'énergie finale.

Un an et demi après l'ouverture totale à la CONCURRENCE,

le rapport de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) atteste d'une réelle dynamique sur le marché de détail de l'électricité et montre que la part de marché des fournisseurs alternatifs d'électricité sur le segment des consommateurs résidentiels a fortement augmenté en 2008 (692 000 contre 31 000 en 2007, sur 29,7 millions de foyers), avec une nette accélération au troisième trimestre (+34%).



Key Figures in 2008

- **Strength:** the UFE members employ **150,000** people in the electricity industry

• **Electricity generation in France** :..... **549.1 TWh**

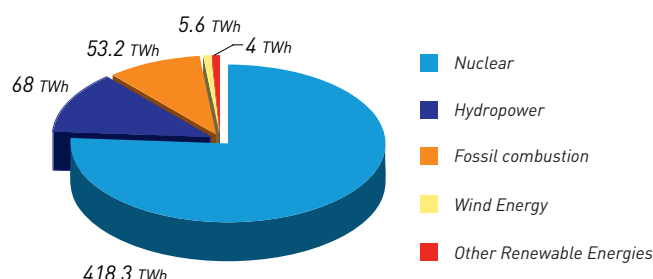
Breakdown:

- Nuclear: 418.3 TWh
- Hydropower: 68.0 TWh
- Fossil combustion:..... 53.2 TWh
- Wind Energy: 5.6 TWh
- Other Renewable Energies: 4.0 TWh

in 2007 :

544.4 TWh
418.6 TWh
63.4 TWh
58.4 TWh
nc
4.1 TWh

Breakdown per sector of the electricity generation:



• **Installed capacity in France**:..... **117.7 GW**

115.9 GW

• **Electricity consumption in France** :..... **486.1 TWh***

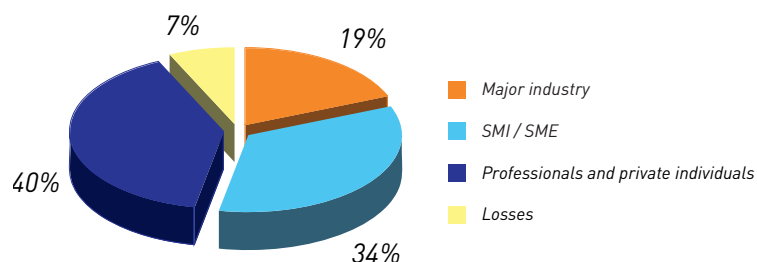
479.9 TWh

Breakdown:

- Major industry:..... 19%
- SMI / SME:..... 34%
- Professionals and private individuals: 40%
- Losses: 7%

* Corrected for climate hazards and leap years ; 2008 was a leap year.

Breakdown per sector of the electricity consumption:



• **Electricity sales by UFE members**: **494 TWh**

474.5 TWh

Chiffres clés en 2008

- **Effectifs** : les adhérents de l'UFE emploient **150 000** salariés pour les activités du secteur électrique

- **Production d'électricité en France** : **549,1** TWh

Répartition :

- Nucléaire : 418,3 TWh
- Hydraulique : 68,0 TWh
- Combustion Fossile : 53,2 TWh
- Eolien : 5,6 TWh
- Autres Énergies Renouvelables : 4,0 TWh

en 2007 :

544,4 TWh

418,6 TWh

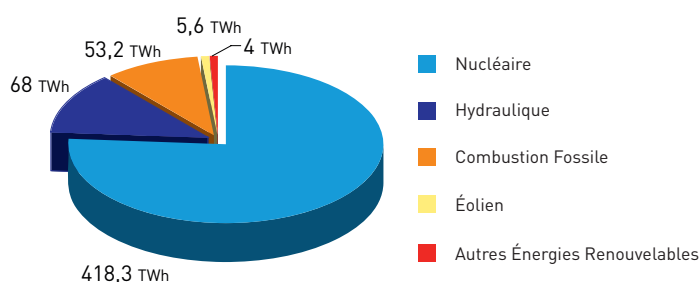
63,4 TWh

58,4 TWh

nc

4,1 TWh

Répartition par secteur de la production d'électricité :



- **Capacité installée en France** : **117,7** GW

115,9 GW

- **Consommation d'électricité en France** : **486,1** TWh*

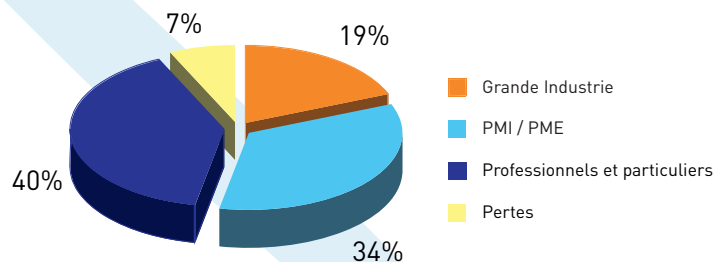
479,9 TWh

Répartition :

- Grande industrie : 19%
- PMI / PME : 34%
- Professionnels et particuliers : 40%
- Pertes : 7%

* Corrigée des aléas climatiques et de l'année bissextile, 2008 étant une année bissextile.

Répartition par secteur de la consommation d'électricité :



- **Vente d'électricité des adhérents de l'UFE** : **494** TWh

474,5 TWh

Commissions & Works

General Economics Commission (CEG)

« The highlight of 2008 for the General Economics Commission will without doubt be implementing the vast study on the carbon content of an electrical kWh and demonstrating the active and extremely positive contribution that electricity will henceforth play in controlling greenhouse gas emissions. »

The General Economics Commission is competent to promote the interests of the Union in decision-making processes touching on general economic problems in the electrical industry.

Its main remit is to deal with medium - and long-term questions relating to the European and French electricity and, more generally, energy legislative and regulatory framework as well as forward planning and taxation for electricity and energy in general.

In 2008, the Commission was chaired by Jean-Pierre Benqué, Deputy Vice-President, Trade with EDF and Vice-Chairman of UFE. The Deputy Chairman is Myriam Berdy, Vice-Chairman of UNELEG and UFE and Deputy Vice-President, Electricity, with Strasbourg. The Commission has been chaired since 12 February 2009 by Pierre Lederer, EDF Trade Deputy Vice-President.

The General Economics Commission represents all UFE members (producers, traders and grid managers).

ACTIVITY in 2008

The General Economics Commission is behind several basic UFE positions in 2008, in particular:

- **Decision to undertake a study on the CO₂ content of the electrical kWh, which was supplemented in 2008 by a «Vision 2020» survey.** This study, initiated in the first half of 2008 by the CEG, was subsequently validated by the CEG and the UFE Markets Commission. It covers the following messages:
 - The overall situation of the French power system in terms of carbon assessment is fairly encouraging
 - However, it could deteriorate if the suitable public policies are not implemented (growth in the peak and related CO₂ emissions)
 - An incentive policy for 2020 must be proposed which will reduce considered CO₂ emissions by nearly 70% by transferring the most carbon uses to electricity and through a policy to control consumption at peak.
- **Position adopted in Grenelle I and the BBC (low-consumption building) standard:** favourable to adjusting objectives to different energies based on their contribution to fighting climate change.
- **Decision to undertake proactive positioning work in the post-TRTAM (French acronym for "regulated transient market adjustment tariff") and market organisation, in conjunction with the UFE Markets Commission, by a proposal to place emphasis on the necessary link between investments and their necessary remuneration by suitable pricing levels.**
 - **Position taken on the reversibility of tariffs for electricity sales to residential consumers.**
 - **Position taken on the necessary repercussions of changes to the TURPE (French acronym for "usage tariff for public electricity grids") in the regulated electricity selling tariffs.**
- **Position adopted on the Energy Savings Certificates (changes, simplification and standardisation, level of objectives); a suitable communication has been implemented on this position:**
 - Do not drain the potential.
 - Expand the scope by incorporating new EDC (energy demand control) actions.
 - Simplify operations and cut system costs.
 - Consolidate non-standardised operations.
- **Position adopted on changes in the obligation to purchase electricity from renewables to meet the following objectives:**
 - Maintain visibility in terms of price guarantees to producers who so wish it and also open up the system to third-parties under an opt-in approach initiated by the producers in question.
 - Encourage the system to evolve towards putting production capacities back on the market for those who wish to do so.
 - Identify better and offset the costs relating to the obligation to purchase.
 - Let Local Distribution Companies choose to maintain the system as is in the area they cover.
- **Decision to undertake a symposium on electricity at the heart of the fight to control CO₂ emissions.**





Pierre Lederer

« Pour la Commission Economie Générale, l'année 2008 aura, sans aucun doute, été marquée par la mise en œuvre de la vaste étude sur le contenu carbone du KWh électrique et sur la démonstration de la contribution active et extrêmement positive que joue, désormais, l'électricité dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. »

La Commission Economie Générale est compétente pour faire valoir les intérêts de l'Union dans les processus de décision touchant aux problématiques d'économie générale de l'industrie électrique.

Elle traite, à titre principal, des questions de moyen et de long terme relatives au cadre législatif et réglementaire européen et français de l'électricité, et, plus généralement, de l'énergie, ainsi qu'à la prospective et à la fiscalité de l'électricité, et, plus généralement, de l'énergie.

En 2008, son Président était Jean-Pierre Benqué, Directeur Général Adjoint Commerce d'EDF, et Vice-Président de l'UFE. Le Président suppléant est Myriam Berdy, Vice-Président de l'UNELEG et de l'UFE, et Directeur Général Délégué d'Électricité de Strasbourg. Depuis le 12 février 2009, son Président est Pierre Lederer, Directeur Général Adjoint Commerce d'EDF.



Myriam Berdy

La Commission Economie Générale représente l'intégralité des membres de l'UFE (producteurs, commercialisateurs, gestionnaires de réseaux).

L'ACTIVITÉ en 2008

La Commission Economie Générale est à l'origine de plusieurs positions de fond de l'UFE en 2008, et notamment :

- **Décision d'engager une étude sur le Contenu CO₂ du kWh électrique, qui a été complétée en 2008 par une « Vision 2020 ».** Cette étude, initiée au premier semestre 2008, par la CEG, a ensuite été validée par la CEG et la Commission Marchés de l'UFE. Elle porte sur les messages suivants :
 - La situation globale du système électrique français en termes de bilan carbone est plutôt favorable.
 - Cependant, elle pourrait se dégrader si les politiques publiques adaptées n'étaient pas mises en œuvre (croissance de la pointe et des émissions de CO₂ associées).
 - Il est donc nécessaire de proposer une politique incitative, à l'horizon 2020, permettant, par un transfert des usages les plus carbonés vers l'électricité et par une politique de maîtrise de la consommation en pointe, de réduire de près de 70% les émissions de CO₂ associées.
- **Position adoptée sur le Grenelle I et la norme BBC :** favorable à la modulation des objectifs fixés aux différentes énergies en fonction de leur contribution à la lutte contre le changement climatique.
- **Décision d'engager des travaux de positionnement proactifs sur le post-TRTAM et l'organisation du marché,** en lien avec la Commission Marchés de l'UFE, en proposant d'insister sur le nécessaire lien entre les investissements et leur nécessaire rémunération par des niveaux de prix adaptés.
- **Position prise sur la réversibilité des tarifs de vente de l'électricité aux consommateurs résidentiels.**
- **Position prise sur la nécessaire répercussion des évolutions du TURPE dans les tarifs réglementés de vente de l'électricité.**
- **Position adoptée sur les Certificats d'Economie d'Énergie** (évolution, simplification et standardisation, niveau des objectifs) ; une communication adaptée a été mise en œuvre sur cette position :
 - Ne pas assécher le potentiel.
 - Elargir le périmètre en intégrant des actions de MDE nouvelles.
 - Simplifier le fonctionnement et alléger les coûts du système.
 - Conforter les opérations non standardisées.
- **Position adoptée sur l'évolution de l'obligation d'achat** afin de répondre aux objectifs suivants :
 - Maintenir la visibilité en termes de garanties de prix aux producteurs qui le souhaitent et permettre également l'ouverture du dispositif à des tiers, selon une approche optionnelle à l'initiative des producteurs concernés.
 - Favoriser l'évolution du dispositif vers une remise sur le marché des capacités de production qui le souhaitent.
 - Mieux identifier et compenser les coûts associés à l'obligation d'achat.
 - Laisser le choix aux Entreprises Locales de Distribution de maintenir le système en l'état dans leur zone de desserte.
- **Décision d'engager un colloque sur l'électricité** au cœur de la lutte contre les émissions de CO₂.



Social Commission

« In a highly-restricted political environment of pension reform in the gas and electric industries (IEG) decided by the Public Authorities, 2008 will no doubt be synonymous with success in terms of social dialogue. Despite being extremely intense, the social dialogue has been rich and constructive and no social movement has cause for regret. »

The Social Commission is competent to promote the interests of its members in the social decision-making and negotiating processes and, more generally, in all the social problems arising throughout the electric and gas industry.

The Social Commission deals in particular with matters covering:

- Pensions
- Health care cover
- Staff Representative Bodies
- Social dialogue
- Vocational training
- Status scope

The Chairman of the Social Commission is Bernard Parmantier, Director of Social Relations with GDF SUEZ

The Acting Chairman is Pascal Magnien, Human Resources Director at RTE.

The Social Commission comprises a representative of each UFE member employing staff with the national status of electric and gas industry staff (IEG). The Secretary General of the IEG employer group secretariat takes part in the Commission's work in an advisory capacity.

ACTIVITY in 2008

Without question, 2008 has been marked socially by extremely intense negotiations, especially on changes in the Gas and Electric Industry Pension Scheme (IEG). Proof of the genuine dialogue between the social partners, sixteen agreements have been reached, including half unanimously. In all these agreements, see the attached list of 2008 industry-wide agreements (page 32), their themes and signatories.

• Pension changes:

Under ministerial guidelines on reforming special pension schemes of October-November 2007, the social partners met within the Joint Industry Commission (CPB) for negotiations. After an interim report sent to the Public Authorities on 18 December 2007 and a first decree of 23 January 2008 altering the status of IEGs, the first collective agreements became reality throughout 2008.

Discussions on pension changes focused on the first quarter with a second summary document with the conclusions on work presented to the Minister for Labour, Xavier Bertrand, on 17 March. Negotiations then continued throughout the year on various other files.

In a quest for balance between the effects of changes in the special pension scheme sought by the public authorities and the instigation of new measures to improve the situation of agents, the Industry Sector partners latched onto changes in remunerations, support for extended career paths and an improvement in the social protection system for the industry sector.

The joint work undertaken was made reality by signing numerous agreements, as follows:

- Salary measures (29 January 2008).
- Additional pension scheme (21 February 2008).
- Professional support in age diversity (21 February 2008) relating to seniors.

- Pensions paid in the event of invalidity (24 April 2008) improved.
- Introduction of a PEI Inter-company Savings Plan (29 May 2008) to set up PERCO.

In terms of the Joint Inter-company Pension and Savings Plans (PERCOI), exchanges between the social partners resulted in an extended approach in three phases: an agreement in principle, calls for tenders and a final agreement.

Thus henceforth, under the **additional contingency** scheme (agreement in principle of 19 June 2008 and introduction on 27 November 2008), IEG employees have mandatory cover. Similarly, the **PERCOI** (agreement in principle of 18 September 2008 and introduction on 11 December 2008) gives them access to a pensions saving scheme. /..





Bernard Parmantier

« Dans un environnement politique très contraint de réforme du régime des retraites des IEG décidée par les Pouvoirs Publics, 2008 aura, sans aucun doute, été synonyme de succès en termes de dialogue social. Bien que très intense, ce dernier a été riche et constructif et a ainsi permis qu'aucun mouvement social ne soit à déplorer. »

La Commission Sociale est compétente pour faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision et de négociations en matière sociale, et plus généralement, sur l'ensemble des problématiques sociales relevant de la branche des industries électriques et gazières.

La Commission Sociale traite notamment des dossiers :

- Retraites
- Couverture maladie
- Institutions Représentatives du Personnel
- Dialogue social
- Formation professionnelle
- Champ d'application du statut

Le Président de la Commission Sociale est Bernard Parmantier, Directeur des Relations Sociales de GDF SUEZ

Le Président suppléant est Pascal Magnien, Directeur des Ressources Humaines de RTE.



Pascal Magnien

La Commission Sociale est composée d'un représentant de chaque adhérent de l'UFE employant du personnel au statut national du personnel des industries électriques et gazières (IEG). Le secrétaire général du secrétariat des groupements d'employeurs des IEG participe aux travaux de la Commission avec voix consultative.

L'ACTIVITÉ en 2008

L'année 2008 aura été, sans conteste, marquée sur le plan social, par de très intenses négociations, en particulier autour de l'évolution du régime de Retraite des Industries Electriques et Gazières (IEG). Témoins du véritable dialogue entre les partenaires sociaux, seize accords ont été conclus, dont plus de la moitié à l'unanimité. Sur l'ensemble de ces accords, voir la liste annexée (page 32) des accords de Branche 2008, de leurs thèmes et de leurs signataires.

• Évolution des Retraites :

Dans le cadre des orientations ministérielles relatives à la réforme des régimes spéciaux de retraite d'octobre-novembre 2007, les partenaires sociaux se sont réunis au sein de la Commission Paritaire de Branche (CPB) afin de mener les négociations. Après un point d'étape adressé aux Pouvoirs Publics 18 décembre 2007 et un premier décret du 23 janvier 2008 modifiant le statut des IEG, les premiers accords collectifs se sont concrétisés tout au long de l'année 2008.

Les discussions sur l'évolution des Retraites se sont concentrées sur le premier trimestre avec un second document de synthèse conclusif des travaux remis au Ministre du Travail Xavier Bertrand le 17 mars. Puis les négociations se sont poursuivies tout au long de l'année sur différents autres dossiers.

Dans leur recherche d'équilibre entre les conséquences de l'évolution du régime spécial de retraite voulue par les pouvoirs publics, et l'instauration de mesures nouvelles permettant d'améliorer la situation des agents, les partenaires de la Branche Professionnelle se sont attelés à l'évolution des rémunérations, l'accompagnement de l'allongement des parcours professionnels et l'amélioration du dispositif de protection sociale de la branche professionnelle.

Le travail paritaire entrepris s'est concrétisé par la signature des nombreux accords suivants :

- Les **mesures salariales** (29 janvier 2008).
- Le **régime de retraite supplémentaires** (21 février 2008).
- L'accompagnement professionnel dans la diversité des âges (21 février 2008) concernant les **seniors**.

- Les **pensions** versées en cas d'invalidité (24 avril 2008) améliorées.
- La mise en place d'un Plan Epargne Inter-entreprises PEI (29 mai 2008) pour permettre la mise en place de PERCO.

En matière de Prévoyance et de Plan d'Epargne Collectif Inter-entreprises (PERCOI), les échanges entre les partenaires sociaux ont conduit à une longue approche en trois temps : un accord de principe, des appels d'offres, un accord final.

Ainsi désormais, dans le domaine de la **prévoyance complémentaire** (accord de principe du 19 juin 2008, et de mise en place du 27 novembre 2008), les salariés des IEG disposent d'une couverture obligatoire. De même, le PERCOI (accord de principe du 18 septembre 2008 et de mise en place du 11 décembre 2008), leur permet d'accéder à une épargne retraite. /..



Social Commission (continued)

ACTIVITY in 2008

(continued)

./.. • Other agreements:

Industry negotiations also led to other collective agreements covering **bonuses and compensation** (12 February 2008); **professional equality of men and women** (24 April 2008) through a new three-year agreement ; **reintegration of agents made available to the Complementary and Social Action Mutual Funds (CMCAS) and the Coordination Committee** (amendment 6 June 2008 to the 2007 agreement which aims to support professionally and socially agents for whom changes to the special IEG social security scheme has had an impact on their situation.

In Autumn 2008, discussions on the **Elections to the Boards of Directors of the CMCAS** and to the **IEG Sickness Insurance Fund (CAMIEG)** were finalised by the signing of four agreements: two methods agreements (20 November 2008), in particular setting 22 to 26 June 2009 as the date for both these elections, and two agreements (19 December 2009) explaining how they are organised.

• Joint IEG industry bodies:

The **Joint National Commission to monitor CAMIEG**, faced with difficulties in setting this body up, worked in particular with the CPAM and the tutelage to remedy this situation.

The **Joint National Committee for monitoring the reintegration of CMCAS agents** contributed to this successful reintegration and will publish its report in 2009.

The **Collective Negotiation Observatory** met for the first time in December 2008.

The **CSNP**, despite a late renewal of its members following the 2007 elections and a consecutive absence of operation in the first quarter of 2008, dealt with 145 files within its sub-commissions. 2008 also marked the end of CSNP's processing of accelerated procedures (via PAMOPEC) for the benefit, with some exceptions, of competent secondary commissions.

In terms of **on-going vocational training**, the **Joint National Employment Commission (CPNE)** broadcast its communication work on the VAE (validation of work experience) and launched the work on promotional training. The CPNE has also produced a report on the last two years of implementing the IEG training agreement of 16 September 2005, with potential changes in 2009.

The **Long-term Trades and Qualifications Observatory** continued its study of the industry sector's gas and electricity distribution throughout the year. This is now being finalised.



L'ACTIVITÉ en 2008

(suite)

• Autres Accords :

Les négociations de Branche ont par ailleurs débouché sur d'autres accords collectifs. Ils concernent : les **Primes et indemnités** (12 février 2008) ; l'**Égalité professionnelle femmes- hommes** (24 avril 2008) à travers un nouvel accord triennal ; la **réintégration des agents mis à disposition des Caisses Mutuelles Complémentaires et d'Action Sociale (CMCAS) et du Comité de coordination** (avenant 6 juin 2008 à l'accord de 2007 qui vise à accompagner professionnellement et socialement ces agents dont la situation a été impactée par l'évolution du régime spécial de sécurité sociale des IEG).

À l'automne 2008, des discussions sur les **Élections des Conseils d'Administration des CMCAS** ainsi que de la **Caisse d'Assurance Maladie des IEG (CAMIEG)** se sont concrétisées par la signature de 4 accords : 2 accords de méthodes (20 novembre 2008) fixant notamment la date de ces deux élections au 22 au 26 juin 2009, et 2 accords (19 décembre 2009) explicitant leurs modalités d'organisation.

• Organismes paritaires de la branche des IEG :

La **Commission nationale paritaire de suivi de la CAMIEG** confrontée à des difficultés de mise en place de cette dernière a œuvré notamment avec la CPAM et la tutelle pour y remédier.

Le **Comité Paritaire National de suivi de la réintégration des agents des CMCAS** a contribué à cette bonne réintégration et publiera son bilan en 2009.

L'**Observatoire de la négociation collective** a tenu sa première réunion en décembre 2008.

La **CSNP**, malgré un renouvellement tardif de ses membres suite aux élections 2007 et à une absence consécutive de fonctionnement sur le premier trimestre 2008, a traité 145 dossiers au sein de ses sous-commissions. 2008 a également marqué la fin du traitement par la CSNP des procédures accélérées (via PAMOPEC) au profit, sauf exceptions, des Commissions secondaires compétentes.

Sur le plan de la **formation professionnelle continue**, la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi a diffusé son travail de communication sur la VAE (valorisation des acquis de l'expérience) et a lancé les travaux sur la formation promotionnelle. La CPNE a également réalisé un bilan des deux dernières années de mise en oeuvre de l'accord formation IEG du 16 septembre 2005, avec des évolutions prévisibles en 2009.

L'**Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications** a poursuivi tout au long de l'année son étude sur la Distribution de gaz et d'électricité de la branche professionnelle, désormais en cours de finalisation.



Generation Commission

« The parliamentary debates, during the remedial finance bill, on the sub-dimensioning of the allowance reserve of the National Allocation Plan for the 2008-2012 period were an opportunity for UFE to commit to strong, coherent action on behalf of the profession. Similarly, our initiative in favour of transparency in electricity generation data in France helps position UFE as an essential, innovative force in representing the generation electricity industry in France. »

The mission of the Generation Commission is to promote the interests of its members in the decision-making processes over electricity generation.

The Chairman of the Generation Commission is Robert Durdilly, also Chairman of the UFE Board of Directors. The Deputy Chairman is André Antolini, Chairman of the Syndicat des Energies Renouvelables (SER) and Vice-Chairman of UFE.

The producer members of the Commission are EDF, ELE, DK6, GPAE, GDFSUEZ, SNET, SER and UNELEG. RTE also takes part in the work in a simple advisory capacity.

The Generation Commission monitors UFE representation within the Producers Consultation Committee (CCP) of the Electricity Distribution Grid Users Committee (CURDE).

To succeed with its mission, the Generation Commission has created the following working groups: upstream CO₂, guarantees of origin, IPPC, energy policy and transparency. There are also two mixed working groups created with the UFE's Networks and Public Services Commission - the Renewable Energies access working group and the decentralised generation working group.

ACTIVITY in 2008

A great deal of the Generation Commission's work had a significant impact on its activity, particularly on the Energy and Climate Package, the Multi-annual Investment Scheduling and transparency in the publication of data on electricity generation in France.

• Energy and climate package: 3 x 20 objective by 2020

To take a position on the Green Package and the central issue of the "3 x 20", the Commission created an **energy policy working group** which put together the UFE position to:

- underline the importance of the role of electricity in achieving the "3 x 20" objectives and undertake that they are reached.
- invite the public authorities to do everything possible to overcome obstacles in developing renewable energies, failing which security of supplies could be affected.
- recall that the development of investment required to achieve objectives is not without direct and indirect costs, drawing attention to the need to contain these costs as much as possible to keep the economy competitive.

One of the other working groups dedicated to the Climate and Energy Package monitored the various changes in the Renewable Energies directive in terms of guarantees of origin.

An ad hoc working group was also created in conjunction with the UFE Networks and Public Services Commission on the question of priority access to Renewable Energies.

• Multi-annual Investment Scheduling

The Generation Commission monitored all the work of the Multi-annual Investment Scheduling. It stabilised the positions to be taken in the various workshops and thus helped prepare for the dialogue with the Public Authorities.

• NAP II - Work of the CO₂ working group

- The NAP working group was kept extremely busy in defending the interests of the profession on the question of under-dimensioning the reserve of new entrants for the 2008-2012 period.

During parliamentary debates on the Environmental Liability bill and the remedial finance bill for 2008, UFE conducted lobbying actions and a campaign to raise the awareness of Senators and MPs.

UFE will continue its work in 2009 on the new entrants reserve, especially aspects on implementing the system adopted for the contribution to this reserve.

- The working group has also been responsible for monitoring the ETS directive. It has embarked on discussions designed to comprehend better the forthcoming auction system for the 2013-2020 period and took a stance, when the ETS directive was being finalised, in favour of a harmonised system without dispensation for the auctions.

Similarly, during its work, the working group dealt with the issue of carbon capture and storage (CCS).

Given the denseness of all these problems, the CO₂ working group was split into three specific working groups - NAP, ETS and CCS.

• Market transparency

Also much in demand during 2008, the Transparency working group strengthened its dialogue with the CRE and also continued to make changes to the system for publishing electricity generation data in France.

➤ Exchanges with the CRE since 2007 have continued: as a rough guide, UFE has sought to associate the CRE with its voluntary initiative of generation data transparency by presenting it with its proposals for changes in publications several times during 2008.

➤ At the same time, the working group continued its work on changes to its publication system.

UFE thus announced the improvements made and those to come in a press release on 26 November, namely:

- since 1 October 2008:
 - Data is made available before the markets close, i.e. at 10 a.m. instead of 4 p.m. as is currently the case.
 - For the hydraulic sector, the historical records of filling of basins go back ten years.



Robert Durdilly

« Les débats parlementaires à l'occasion de la loi de finances rectificative, sur le sous dimensionnement de la réserve de quotas du Plan National d'Allocation de Quotas d'émissions de CO₂ pour la période 2008-2012 ont été l'occasion pour l'UFE d'engager une action forte et cohérente au nom de la profession. De même, notre initiative en faveur de la transparence sur les données de production d'électricité en France contribue à positionner l'UFE comme un acteur incontournable et innovant de représentation du secteur électrique en France. »

La Commission Production a pour mission de faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision en matière de production d'électricité.

Le Président de la Commission Production est Robert Durdilly, par ailleurs Président du Conseil d'Administration de l'UFE. Le Président suppléant est André Antolini, Président du Syndicat des Energies Renouvelables (SER), et Vice-Président de l'UFE.

Les membres producteurs de la Commission sont EDF, ELE, DK6, GPAE, GDFSUEZ, EON, SER, et UNELEG. Participe en outre aux travaux, RTE avec simple voix consultative.

La Commission Production assure le suivi de la représentation de l'UFE au sein du Comité de Concertation des Producteurs (CCP) du Comité d'Utilisateurs de Réseaux de Distribution d'Electricité (CURDE).

Pour mener à bien sa mission, la Commission Production a créé les groupes de travail suivants : CO₂ amont, garanties d'origine, IPPC, politique énergétique, transparence. Il existe également deux GT mixtes créés avec la Commission Réseaux et Services Publics de l'UFE : le GT accès ENR et le GT production décentralisée.



André Antolini

L'ACTIVITÉ en 2008

L'activité de la Commission Production a été fortement impactée par de nombreux travaux notamment autour du Paquet Energie Climat, de la Programmation Pluriannuelle d'Investissements ou bien encore de la transparence dans la publication des données relatives à la production d'électricité en France.

• Paquet Énergie - Climat : Objectif 3 x 20 À l'horizon 2020

Afin de prendre position sur le Paquet Energie - Climat, et la question centrale des « 3X20 », la commission a créé un **GT politique énergétique** qui a élaboré la position de l'UFE pour :

- souligner l'importance du rôle de l'électricité pour atteindre les objectifs des « 3X20 » et s'engager pour qu'ils soient atteints,
- inviter les Pouvoirs Publics à tout mettre en œuvre pour surmonter les obstacles au développement des ENR, faute de quoi la sécurité d'approvisionnement pourrait être affectée,
- rappeler que le développement des investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs ne va pas sans coûts directs et indirects, attirant l'attention sur la nécessité de contenir au mieux ces coûts pour préserver la compétitivité de l'économie.

Parmi les autres groupes de travail dédiés au paquet Energie-Climat, l'un d'entre eux a opéré le suivi des différentes évolutions de la directive ENR quant à la question des garanties d'origine.

Un groupe de travail ad hoc et commun à la Commission Réseaux et Services Publics de l'UFE a également été créé concernant la question de l'accès prioritaire aux ENR.

• Programmation Pluriannuelle d'Investissements

La Commission Production a opéré le suivi de l'ensemble des travaux de la PPI. Elle a stabilisé les positions à tenir sur les différents ateliers et participé ainsi à la préparation du dialogue avec les Pouvoirs Publics.

• PNAQ II – Travaux du GT CO₂

-Le groupe de travail dédié au PNAQ a connu une intense activité liée à la défense des intérêts de la profession sur la question du sous dimensionnement de la réserve des nouveaux entrants pour la période 2008-2012.

En effet, au cours des débats parlementaires sur le projet de loi sur la Responsabilité Environnementale puis sur le projet de loi de finances rectificative pour 2008, l'UFE a mené de nombreuses actions de sensibilisation et de lobbying auprès des sénateurs et députés.

L'UFE poursuivra ses travaux en 2009 sur le sujet de la réserve nouveaux entrants, notamment sur les aspects relatifs à la mise en œuvre du dispositif adopté pour le réabondement de cette réserve.

- Le GT a, par ailleurs, procédé à un travail de veille et de suivi de la directive ETS. Il a entrepris des réflexions destinées à mieux appréhender le mécanisme d'enchères à venir pour la période 2013-2020 et a pris position, au moment de la finalisation de la directive ETS, en faveur d'un système harmonisé et sans dérogation aux enchères.

De même, au cours de ses travaux, le GT a traité de la question du captage et stockage de carbone (CCS).

Compte tenu de la densité de toutes ces problématiques, le GT CO₂ a été scindé en trois groupes de travail dédiés : PNAQ, ETS et CCS.

• Transparence des marchés

Fortement sollicité au cours de 2008, le GT Transparence a noué un dialogue renforcé avec la CRE d'une part, et a ./..

Generation Commission (continued)

ACTIVITY in 2008

(continued)

- ./..
- The nominative list of power plants taking part in the data publication system in the electricity generation market in France is displayed.
 - A statement in French and English explains how non-availabilities are calculated (only non-availabilities which are certain to occur are taken into account).
 - Where data are not supplied by a producer, the NR statement is explained and the forecasts from D+1 to D+6 are calculated from the last value transmitted.
- From the first half of 2009, in several stages
 - Better visibility of electricity generation: UFE will publish more complete information on the non-availabilities.
 - Information will also be available at weekends
- These changes have been taken up by several journalists.

• “Ancillary Services” payment

The working group was in charge of preparing producer positions under work by the Electricity Transport Grid Users Committee (CURTE). Several working areas were studied, including in particular:

- The question of the envelope allocated to the payment of “ancillary services”, where the work had covered updating methods and necessary cost data. Three methods were investigated by the UFE working group.
- The identification of “ancillary services” needs, and the need to boost transparency in allocation rules.

In addition, during the hearing of 15 May organised by the CRE on the principles of TURPE 3, the producers expressed their concerns on the envelope allocated to the system services and UFE was able to advise that a working group had been set up on the question.

A delegation of UFE producer members also presented its work to the CRE on 31 July as part of a specific meeting.

• IPPC directive

- The working group continued its work to establish a UFE position on overhauling the IPPC directive and adapting the GIC guide to the new regulatory provisions. In this sense, in a letter dated 22 October 2008 to Minister Jean-Louis Borloo, UFE made known its position on the directive.
- It was also possible to relay this position via our representatives with EURELECTRIC, the union uniting all national electric industry federations in Europe.

• Decentralised generation

- A specific, joint working group with the UFE Networks and Public Services Commission carried out basic work on the following files:
 - Measuring and controlling decentralised generation.
 - Question of the gain in the losses.
 - Impact of decentralised generation on grid design (protection plan, voltage adjustment, automated retriggering controls).

This work will be finalised during 2009 and will be presented to the two UFE commissions, Generation and Networks and Public Services.



L'ACTIVITÉ en 2008

(suite)

./.. continué à faire évoluer le dispositif de publication de données sur la production d'électricité en France, d'autre part.

- Les échanges engagés avec la CRE depuis 2007 ont été poursuivis : à titre d'exemple, l'UFE a souhaité associer la CRE à son initiative volontaire de transparence des données de production en lui présentant, à plusieurs occasions au cours de 2008, ses propositions d'évolutions des publications.
- Le groupe de travail a parallèlement poursuivi ses travaux afin de faire évoluer son dispositif de publication.

Ainsi, par un communiqué de presse du 26 novembre, l'UFE a annoncé les améliorations effectuées et à venir, à savoir :

- depuis le 1^{er} octobre 2008,
 - La mise à disposition des données a lieu avant la clôture des marchés, soit à 10H, au lieu de 16H actuellement.
 - Pour la filière hydraulique, l'historique de remplissage des bassins remonte sur 10 années.
 - La liste nominative des centrales participant au dispositif de publication des données sur le marché de la production d'électricité en France est affichée.
 - Une mention, en français et en anglais, explicite la méthode de calcul des indisponibilités (seules les indisponibilités dont l'occurrence est certaine sont prises en compte).
 - Lorsque des données ne sont pas fournies par un producteur, la mention NR est explicitée et les prévisions de J+1 à J+6 sont calculées sur la dernière valeur transmise.
- À compter du 1^{er} semestre 2009, et en plusieurs étapes :
 - Une meilleure visibilité du parc de production : l'UFE publiera une information plus complète concernant les indisponibilités.
 - Des informations seront également disponibles le week-end.

Ces évolutions ont été reprises par plusieurs journalistes.

• Rémunération des « services système »

Le groupe de travail avait pour mission de préparer les positions des producteurs dans le cadre des travaux menés par le Comité d'Utilisateurs de Réseaux de Transport d'Électricité (CURTE). Plusieurs axes de travail ont été étudiés dont, notamment :

- La question de l'enveloppe allouée à la rémunération des services système, pour laquelle les travaux ont porté sur l'actualisation des méthodes et des données de coûts nécessaires. Trois méthodes ont été investiguées par le GT de l'UFE.
- La question de l'identification des besoins de services système et le besoin de renforcement de la transparence au niveau des règles d'allocations.

Par ailleurs, au cours de l'audition du 15 mai organisée par la CRE sur les principes de TURPE 3, les producteurs ont fait état de leurs préoccupations concernant l'enveloppe allouée aux services système et l'UFE a pu faire mention de la mise en place d'un groupe de travail sur la question.

Une délégation de membres producteurs de l'UFE a, par ailleurs, exposé ses travaux à la CRE le 31 juillet dans le cadre d'une réunion dédiée.

• Directive IPPC

➤ Le GT a poursuivi ses travaux en vue de l'établissement d'une position de l'UFE concernant la refonte de la directive IPPC et de l'adaptation du guide GIC aux nouvelles dispositions réglementaires. En ce sens, par courrier du 22 octobre 2008 au Ministre Jean-Louis Borloo, l'UFE a fait valoir sa position sur la directive.

➤ Cette position a pu, par ailleurs, être relayée par nos représentants au sein d'Eurelectric, l'union rassemblant l'ensemble des fédérations nationales de l'industrie électrique en Europe.

• Production décentralisée

➤ Un GT dédié et commun à la Commission Réseaux et Services Publics de l'UFE a pu mener des travaux de fond sur les dossiers suivants :

- Mesure et Contrôle de la production décentralisée.
- Question du gain sur les pertes.
- Impact de la production décentralisée sur la conception des réseaux (plan de protection ; réglage de la tension ; automatismes de réenclenchement).

Ces travaux seront finalisés au cours de l'année 2009 et seront présentés aux deux commissions « Production » et « Réseaux et Services Publics » de l'UFE.



Hydropower Working Group

« In France, first source of renewable electric power, hydropower still has real development potential which puts it at the heart of essential generation resources to help actively reduce CO₂ emissions and combat climate change. »

The Hydropower Working Group (GTH) is a permanent working group in the Generation Commission. It is competent to promote the interests of its members in the decision-making process for hydropower problems.

The Chairman of the Hydropower Group is Jean-Baptiste Séjourné, Deputy Director in charge of Energy France Business, GDF SUEZ Group.

The Deputy Chairman is Anne Pénalba, Chairman of FRANCE HYDRO ÉLECTRICITÉ (FHE).

The Hydropower Working Group has the following members: CNR, EDF, ELE, FHE, GDF SUEZ, POWEO, SER, SHEM and UNELEG. LA SNET also takes part in the work in a simple advisory capacity.

The Hydropower Working Group monitors UFE representations within the National Water Council and Basin Committees. At European level, UFE is represented within the EURELECTRIC Hydro Working Group.

ACTIVITY in 2008

The GTH work was strongly marked by the follow-up to the Grenelle Environnement, especially:

• Grenelle Environnement

The GTH has kept a very close eye on the conversion into actual operation of the guidelines fixed after the Grenelle Environnement round tables. In this sense, the GTH has helped develop the positions of operational committees, especially the committee dedicated to renewable energies. The GTH has promoted its viewpoint and thanks to its action, the final report of the Renewable Energies Operations Committee notes a hydropower development potential of 600 ktoe by 2020.

Following the Grenelle, a hydropower relaunch plan was announced by the Minister of State for Ecology, Energy, Sustainable Development and Towns and Country, Jean-Louis Borloo. In this context, a round table uniting the various stakeholders was set up. UFE was represented on this. The last quarter was thus mainly given over to monitoring the work of the round table and drawing up a convention, for which the GTH put together the position to be defended.

• Renewing concessions

The GTH continued its work on this matter with both the DIDEME and the Higher Energy Council. During the session on 20 May 2008, UFE lodged seven amendments on the draft decree modifying Decree 94-894 of 13 October 1994 on the concession and the statement of public utility of engineered structures using hydraulic power. Most of these amendments were adopted.

• Finalising inventories of hydropower potential

The GTH was actively involved in this file, by monitoring these inventories both in basins and by sitting on the National Steering Committee.

• Development of the «Eels» management plan

A framework agreement was signed in December 2008 for joint Research and Development actions for eels crossing engineered structures in Europe.

The framework-agreement established all the studies and research agreed by the partners for the next two years to find solutions to the impact of engineered structures. The eighteen actions planned for 2008-2009 will cover numerous themes: options for young eels to cross engineered structures, assessing the impact of engineered structures during the migration of adult eels, search for techniques to reduce this impact, determining and detailed predicting of migration periods, acquiring innovative monitoring techniques, etc. With its members, UFE is a partner to this framework agreement.

• UFE representation in the hydraulic field

UFE has nominated its representatives to the National Water Committee and the basin committees. Similarly, monitoring and monthly coordination of UFE representations in these bodies has also been organised.

In this sense, a meeting was organised on 16 September to unite all our basin committee representatives, present the reporting procedure for these representations and share the work of basin committees including the question of SDAGE revision.

A meeting of basin committee representatives will be held at least once a year.





Jean-Baptiste Séjourné

« En France, première source d'énergie électrique renouvelable, l'hydroélectricité comporte encore un réel potentiel de développement qui la place au cœur des moyens de production essentiels pour contribuer activement à la réduction des émissions de CO₂ et à la lutte contre le changement climatique. »

Le Groupe de Travail Hydroélectricité (GTH) est un groupe de travail permanent de la Commission Production. Il est compétent pour faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision relatifs aux problématiques spécifiques à la production hydraulique.

Le Président du Groupe Hydroélectricité est Jean-Baptiste Séjourné, Directeur Délégué de la Branche Énergie France de GDF SUEZ.

Le Président suppléant est Anne Pénalba, Présidente de France Hydro Électricité (FHE).

Le Groupe de Travail Hydroélectricité comprend les membres suivants : CNR, EDF, ELE, FHE, GDF SUEZ, POWEO, SER, SHEM, UNELEG. Participe également aux travaux SNET avec simple voix consultative.

Le Groupe de Travail Hydroélectricité assure le suivi des représentations de l'UFE au sein du Conseil National de l'Eau et au sein des Comités de Bassin. Au niveau européen, l'UFE est représentée au sein du Working Group Hydro d'EURELECTRIC.



Anne Pénalba

L'ACTIVITÉ en 2008

Les travaux du GTH ont été fortement marqués par les suites du Grenelle Environnement, et notamment :

• Grenelle Environnement

Le GTH a exercé une veille soutenue de la traduction opérationnelle des orientations arrêtées à l'issue des tables rondes du Grenelle Environnement. En ce sens, le GTH a contribué à l'élaboration des positions des comités opérationnels, et, en particulier, celui consacré aux énergies renouvelables. Le GTH a fait valoir son point de vue et grâce à son action, le rapport final du Comop Énergies Renouvelables fait état d'un potentiel de développement de l'hydroélectricité de 600 ktep à l'horizon 2020.

A la suite du Grenelle, un plan de relance de l'hydroélectricité a été annoncé par le Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire Jean-Louis Borloo. Dans ce cadre, une table ronde réunissant les différentes parties prenantes a été mise en place à laquelle l'UFE était représentée. Le dernier trimestre a, dès lors, été largement consacré au suivi des travaux de la table ronde et à l'établissement d'une convention, pour laquelle le GTH a élaboré la position à défendre.

• Le renouvellement des concessions

Le GTH a maintenu son action sur ce dossier tant au niveau de la DIDEME, qu'au niveau du Conseil Supérieur de l'Énergie. Au cours de la séance du 20 mai 2008, sept amendements avaient été déposés par l'UFE sur le projet de décret modifiant le décret n° 94-894 du 13 octobre 1994 relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique. **Pour la majorité d'entre eux, ces amendements ont été adoptés.**

• La finalisation des inventaires du potentiel hydroélectrique

Le GTH a participé activement à ce dossier, en opérant un suivi de ces inventaires tant au niveau des bassins, qu'en participant au comité de pilotage national.

• L'élaboration du plan de gestion « Anguilles »

Un accord cadre a été signé en décembre 2008 afin d'engager des actions communes de Recherche et Développement sur le franchissement des ouvrages par l'anguille en Europe.

L'accord-cadre établit l'ensemble des études et des recherches sur lesquelles les partenaires se sont entendus pour les deux prochaines années afin de trouver des solutions à l'impact des ouvrages. Les 18 actions prévues pour 2008-2009 porteront sur de nombreux thèmes : possibilités de franchissement des ouvrages par les jeunes anguilles, évaluation de l'impact des ouvrages lors de la migration des anguilles adultes, recherche de techniques permettant de réduire cet impact, détermination et prédiction fine des périodes de migration, acquisition de techniques de monitoring innovantes, etc.

Aux côtés de ses membres, l'UFE est partenaire de cet accord cadre.

• Représentation de l'UFE dans le domaine hydraulique

L'UFE a désigné ses représentants au Comité National de l'Eau et dans les comités de bassin. De même, une organisation a été mise en place afin d'opérer un suivi et une coordination mensuelle des représentations UFE dans ces instances.

En ce sens, une réunion a été organisée le 16 septembre afin de réunir l'ensemble de nos représentants en comité de bassin, exposer le mode opératoire de reporting de ces représentations, partager les travaux des comités de bassins dont la question de la révision des SDAGE.

A minima, une réunion des représentants en comité de bassin se tiendra une fois par an.

Markets Commission

« At the heart of major issues for the industry, the Markets Commission has enjoyed particularly intense activity in 2008, focusing especially around the Grenelle Environnement and changes in the TURPE which were successfully implemented in 2009. »

As part of the reorganisation of UFE, the marketing commission became the Markets Commission in 2008, with its field of expertise covering all questions on the operation of both retail and wholesale markets.

The Chairman of the Markets Commission is Thierry Franck from Preaumont, Deputy Vice-Chairman of UFE and Chairman and Managing Director of CPCU - Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain - GDF SUEZ Group.

The Markets Commission has the following members: POWEO, EDF, GDF SUEZ, SNET, UNELEG, ELE and FRANCE HYDRO ÉLECTRICITÉ.



ACTIVITY in 2008

Over and above its regulatory watch assignment, the Markets Commission was actively involved in major current events for UFE:

• Changes in the electricity market

Under ministerial guidelines on reforming special pension schemes of October-November 2007, the social partners met within the Joint Industry Commission (CPB) for negotiations. After an interim report sent to the Public Authorities on 18 December 2007 and a first decree of 23 January 2008 altering the status of IEGs, the first collective agreements became reality throughout 2008.

Of strategic importance for the future of the profession, changes in electricity market regulations raise three basic questions which formed the thread of the Markets Commission's work throughout the year:

- How to change the Regulated Selling Tariffs into a more marketing price system, without which sustainable competition is impossible?
- What type of competition does the profession wish to promote in France and beyond, in Europe?
- How to promote more intense competition downstream already, whereas the incumbent operator remains dominant in terms of production?

The Markets Commission monitored initially the work of MEDEF and structured the proposals of the profession within this framework. After the TaRTAM was extended and the Champsaur Commission launched, it prepared a response from the profession to this commission which will make its final position known during 2009.

• Monitoring the Grenelle Environnement

The Markets Commission has been particularly involved in the Grenelle 1 and 2 draft laws. It helped develop the UFE positions on precise guidelines and in particular changes in the Energy Savings Certificate system, where a common position by the profession was forwarded with comments to the Public Authorities. Beyond that, the Commission has coordinated the study on the CO₂ content of the electrical KWh which culminated in a UFE Vision 2020 plotting the markers for additional contribution by the electrical sector to controlling greenhouse gas emissions. Although this vision is implemented by the Public Authorities, the electrical sector, by transferring carbon uses to high-performing electrical uses and by improving the CO₂ performance in the generating units, will be instrumental in achieving the French CO₂ emission-reducing objectives.

• TURPE

UFE is campaigning for changes in the Usage Tariff for Public Electricity Grids (TURPE) in this third major section of the Markets Commission's activity. In particular, UFE recommends introducing more hourly/seasonal pricing variation in this tariff, an essential element under the Grenelle to control the power surges in peak times which penalise the CO₂ performance of electricity production.

• Energy Efficiency Services Club (CS2E)

2008 also saw the end of the work of the CS2E monitored by the Markets Commission and especially the launch of the Energy Performance Certificate (CPE), spearheading the Energy Control relaunch actions (EDC) in the industry and service sector.



Thierry Franck de Préaumont

« Au cœur d'enjeux majeurs pour la profession, la Commission Marchés a connu une activité particulièrement intense en 2008 axée notamment autour du Grenelle Environnement et de l'évolution du TURPE dont les mises en œuvre seront effectives en 2009. »

En 2008, dans le cadre de la réorganisation de l'UFE, la commission commercialisation est devenue la « Commission Marchés » avec comme champ de compétence l'ensemble des questions afférentes au fonctionnement des marchés, de détail ou de gros.

Le Président de la Commission Marchés est Thierry Franck de Préaumont, Vice-Président Délégué de l'UFE, et Président Directeur Général de CPCU - Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain - Groupe GDF SUEZ.

La Commission Marchés comprend les membres suivants : POWEO, EDF, GDF SUEZ, SNET, UNELEG, ELE, FRANCE HYDRO ÉLECTRICITÉ.



L'ACTIVITÉ en 2008

Au-delà de sa mission de veille réglementaire, la Commission Marchés s'est mobilisée sur des sujets d'actualité forts pour l'UFE :

• Évolution du marché de l'électricité

Particulièrement stratégique pour l'avenir de la profession, l'évolution de la régulation du marché de l'électricité son évolution soulèvent trois questions de fond qui ont constitué la trame des travaux de la Commission Marchés tout au long de l'année :

- Comment faire évoluer les Tarifs Réglementés de Vente vers plus de vérité des prix, sans laquelle une concurrence durable est impossible ?
- Quel type de concurrence la profession veut elle promouvoir en France et, au-delà, en Europe ?
- Comment, d'ores et déjà, permettre une concurrence avale plus intense, alors que l'opérateur historique reste dominant au niveau de la production ?

La Commission Marchés a suivi, dans un premier temps, les travaux du MEDEF et a structuré les propositions de la profession dans ce cadre. Après la prolongation du TaRTAM et le lancement de la Commission Champsaur, elle a préparé une réponse de la profession à cette dernière qui fera connaître sa position définitive courant 2009.

• Suivi du Grenelle Environnement

La Commission Marchés a été particulièrement impliquée dans les projets de loi Grenelle 1 et 2. Elle a contribué à l'élaboration des positions de l'UFE sur des orientations précises, et notamment sur l'évolution du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie pour lequel une position commune de la profession a été transmise et commentée aux Pouvoirs Publics. Au delà, la commission a copiloté l'étude sur le contenu CO₂ du kWh électrique qui a débouché

sur une Vision UFE 2020 traçant les repères pour une contribution renforcée de la filière électrique à la lutte contre les émissions de GES. Si cette vision est mise en œuvre par les Pouvoirs Publics, la filière électrique, par des transferts d'usages carbonés vers des usages électriques performants et par l'amélioration de la performance CO₂ du parc de production, contribuera pour moitié aux objectifs de réduction des émissions de CO₂ de la France.

• TURPE

Dans ce troisième grand volet de l'activité de la Commission Marchés, l'UFE milite pour une évolution du Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE). En particulier, l'UFE préconise l'introduction de plus d'horosaisonnalité dans ce tarif, élément indispensable, dans le cadre du Grenelle, pour parvenir à maîtriser les appels de puissance en heures de pointe qui pénalisent la performance CO₂ du parc électrique.

• Club des Services d'Efficacité Énergétique (CS2E)

2008 a, par ailleurs, vu l'aboutissement des travaux du CS2E, suivi par la Commission Marchés et notamment le lancement du Contrat de Performance Énergétique (CPE), fer de lance d'une relance des actions de Maîtrise De l'Énergie (MDE) dans l'industrie et le tertiaire.

Networks & Public Services Commission

« The revision of access pricing to networks (TURPE III) was the priority for the transmission system operators, who also took a joint stance with the Energy Regulating Commission. Pricing ancillary services was also a central issue. TURPE III will continue to be current in 2009, given the changes sought by the Government to the CRE proposal.»

The mission of the Networks and Public Services Commission (CRSP) is to promote the interests of its members in the decision-making processes over grids.

The Chairman of the Networks and Public Services Commission is Gérard Lefranc, Chairman of UNELEG, as well as Vice-Chairman of UFE and Managing Director of SICAE Oise.

ELE, ERDF, RTE and UNELEG are members of the CRSP. The following also take part in the work alongside the grid managers: EDF, FRANCE HYDROELECTRICITE, GDF-SUEZ, SER, SNET and POWEO in a simple advisory capacity.

The CRSP monitors the UFE representation within the Monitoring Committee for the national plan for decontamination and elimination of equipment containing PCB* and PCT*.

To conclude its mission successfully, the CRSP has formed various working groups to take charge of specific themes like decentralised generation, priority access to new renewable energies and TURPE III.

ACTIVITY in 2008

The huge file relating to the TURPE took up a great deal of the CRSP's time throughout the year:

• Usage Tariff for Public Networks (TURPE) and pricing of ancillary services

The CRSP devoted a large part of its work to monitoring the development of TURPE III and establishing its positions within this framework. The Commission thus responded to two consultations by the CRE and took part in a round table organised on this topic by the regulator.

The CRSP sent its response to the CRE consultation on pricing principles to govern TURPE III on 12 March 2008. The response is based on work carried out for several months by the CRSP on TURPE III within the framework of a specific working group. The CRSP has thus emphasised the conditions required to implement an incentive regulation and the points requiring special attention like the structure and pricing level.

The CRSP subsequently completed its discussions and established its position on the hourly/seasonal variation in access pricing to the networks. To this effect, the distributors have made it known that they are not opposed to a certain hourly/seasonal price variation when this sustains the networks by optimising the curve management. Following these exchanges, and based on work by the UFE Networks and Markets Commissions, the Board of Directors took a decision on 23 April whereby UFE suggests reinforcing the seasonal modulation of usage tariffs in public electricity distribution networks.

Following the public consultation on the pricing principles for the use of public electricity networks, the Energy Regulating Commission (CRE) organised a round table with the Board of Auditors on 15 May 2008. Gérard Lefranc - Chairman of the CRSP - was part of the UFE delegation to state the UFE position on TURPE III.

The CRSP then drafted the response to the second CRE consultation, emphasising the following points:

- the asymmetry of information still apparent at this stage

of exchanges between the CRE and the community of key players in the system due to a lack of transparency over the costs considered when constructing tariffs;

- the need to establish the TURPE on the basis of clear, transparent and enforceable rules; not to return to the formulae of past pricing periods apart from the mechanism of the Charges and Products Regularisation Account (CRCP); this fundamental principle would be given a pounding, for TURPE III, with the subsequent modification of the game rules regarding the depreciation of historic contributions in TURPE II and the provisions for renewing the pricing period of TURPE I.

The CRSP has monitored this file actively, particularly once it was forwarded to the Energy Division of MEEDDAT.

A point was also made on the adoption procedure for the TURPE in the light of uncertainties linked to the entry into force of TURPE III.

• Climate and energy package

During its session on 7 February 2008, the CRSP devoted a major part of its work to examining the climate package, its content and deadlines.

In this context, the main provisions of the Renewable Energies directive with a direct impact on the transmission system operators were examined, especially the notion of priority routing of renewable energies.

This work was supplemented by an analysis of the first Grenelle law projects. Given the size of the problem and the legislative provisions to be applied, the CRSP of June 2008 decided to create a working group specific to "renewable energies priority access".

This has been useful in stabilising a joint reading of Article 14 of the Renewable Energies directive and in preparing a summary of the French situation (analysis of provisions of Grenelle laws ./..



Gérard Lefranc

« La révision de la tarification d'accès aux réseaux (TURPE III) a été le dossier prioritaire des gestionnaires de réseaux, qui ont d'ailleurs porté une position commune auprès de la Commission de Régulation de l'Énergie. A été également centrale la question de la tarification des prestations annexes. TURPE III restera un dossier d'actualité en 2009, compte tenu des points d'évolution souhaités par le gouvernement sur la proposition de la CRE. »

La Commission Réseaux et Services Publics (CRSP) a pour mission de faire valoir les intérêts de ses membres dans les processus de décision en matière de réseaux.

Le Président de la Commission Réseaux et Services Publics est Gérard Lefranc, Président de l'UNELEG, par ailleurs Vice-Président de l'UFE et Directeur Général de la SICAE Oise.

Les membres de la CRSP sont ELE, ERDF, RTE et UNELEG. À côté des gestionnaires de réseaux, participent, en outre, aux travaux : EDF, FRANCE HYDROÉLECTRICITÉ, GDF-SUEZ, SER, SNET, POWEO avec simple voix consultative.

La CRSP assure le suivi de la représentation de l'UFE au sein du Comité de suivi du plan national de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB* et PCT*.

Pour mener à bien sa mission, la CRSP a créé différents groupes de travail destinés à prendre en charge des thématiques spécifiques telles que : production décentralisée, accès prioritaire aux ENR, TURPE III.

L'ACTIVITÉ en 2008

Le vaste chantier relatif au TURPE aura fortement mobilisé la CRSP tout au long de l'année :

- **Tarifs d'utilisation des réseaux publics (TURPE) et tarification des prestations annexes**

La CRSP a consacré une large part de ses travaux au suivi de l'élaboration de TURPE III et à l'établissement de ses positions dans ce cadre. La Commission a ainsi répondu aux deux consultations de la CRE et participé à une table ronde organisée par le régulateur sur ce thème.

Le 12 mars 2008, la CRSP a adressé sa réponse à la consultation de la CRE sur les principes de tarification appelés à gouverner TURPE III. Cette réponse s'est appuyée sur les travaux menés pendant plusieurs mois par la CRSP sur le TURPE III, dans le cadre d'un GT dédié. La CRSP a ainsi mis l'accent sur les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'une régulation incitative, et sur les points requérant une attention particulière tels que la structure et le niveau du tarif.

La CRSP a, par la suite, complété sa réflexion et établi sa position sur l'horosaisonnalité des tarifs d'accès aux réseaux. En ce sens, les distributeurs ont fait savoir qu'ils ne sont pas opposés à une certaine horosaisonnalité dès lors que cela permet de pérenniser le réseau via une optimisation de la gestion de la courbe. A la suite de ces échanges, et sur la base des travaux des Commissions « Réseaux » et « Marchés » de l'UFE, le conseil d'administration du 23 avril a pris une délibération par laquelle l'UFE propose de renforcer la modulation saisonnière des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité.

Faisant suite à la consultation publique sur les principes de tarification de l'utilisation des réseaux publics d'électricité, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a organisé une table ronde avec le Collège des commissaires le 15 mai 2008. Gérard Lefranc- Président de la CRSP – participait à

la délégation de l'UFE afin d'exposer la position de l'UFE sur TURPE III.

La CRSP a ensuite rédigé la réponse à la 2^e consultation de la CRE, mettant l'accent sur les points suivants :

- l'asymétrie d'information qui demeure, à ce stade des échanges entre la CRE et la collectivité des acteurs du système, en raison d'un manque de transparence quant aux coûts pris en compte dans la construction tarifaire ;
- la nécessité d'établir le TURPE sur la base de règles claires, transparentes et opposables : ne pas revenir, hors mécanisme du Compte de Régularisation des Charges et Produits (CRCP), sur les recettes des périodes tarifaires passées ; ce principe fondamental serait battu en brèche, pour TURPE III, avec la modification a posteriori des règles du jeu concernant l'amortissement des apports historiques dans TURPE II et les provisions pour renouvellement de la période tarifaire de TURPE I.

La CRSP a maintenu une veille active de ce dossier, notamment une fois ce dernier transmis à la direction énergie du MEEDDAT.

Un point a, par ailleurs, été fait sur la procédure d'adoption du TURPE, compte tenu des incertitudes liées à la date d'entrée en vigueur de TURPE III.

- **Paquet Énergie-Climat**

Au cours de sa séance du 7 février 2008, la CRSP a consacré une large part de ses travaux à l'examen du paquet climat, de son contenu et de ses échéances.

Dans ce cadre, les principales dispositions de la directive EnR intéressant directement les gestionnaires de réseaux ont été examinées, en particulier la notion d'acheminement prioritaire des ENR. /..

Networks & Public Services (continued)

ACTIVITY in 2008

(continued)

./.. and their practical application). As such, emphasis has been placed on speeding up the deployment of networks in certain areas considered a priority without waiting for regional climate, air and energy schemes to be introduced.

Similarly, the working group discussed the administrative simplifications of procedures applied to high-voltage networks.

• Decentralised generation

A “decentralised generation” working group was created to study the impact of a major development in decentralised generation on the dimensioning methods for public networks and their operating conditions. Three themes were addressed:

- Measuring and controlling decentralised generation
- Question of the gain in the losses
- Impact of decentralised generation on networks design (protection plan, voltage adjustment, automated retriggering controls).

• Advanced meters

During its session on 10 December, an ERDF representative presented the objectives and functionalities of the AMM project*; this presentation set out the pilot sites adopted for experiments.

• PCB*

The CRSP has taken over the monitoring of relations with the MEEDDAT to set up its communication project intended for holders of equipment containing PCB/PCT.

* Polychlorobiphenyl and polychloroterphenyl: eliminating all equipment containing these substances has been undertaken as part of a huge waste treatment and recycling operation over the entire country.

* AMM: Automatic Meter Management.



L'ACTIVITÉ en 2008

(suite)

./.. Ces travaux ont été complétés par une analyse des premiers projets de loi Grenelle. Compte tenu de l'ampleur de la problématique, et des déclinaisons législatives à intervenir, la CRSP de juin 2008 a décidé de créer un groupe de travail dédié « accès prioritaire ENR ».

Ce dernier a permis de stabiliser une lecture commune de l'article 14 de la directive ENR, et de préparer une synthèse de la situation française (analyse des dispositions des lois Grenelle et leur déclinaison pratique). A ce titre, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer le déploiement des réseaux de certaines zones jugées prioritaires sans attendre la mise en place des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

De même, le GT a mené une réflexion relative aux simplifications administratives des procédures appliquées aux réseaux à haute tension.

• Production décentralisée

Un groupe de travail 'production décentralisée' a été créé afin d'étudier l'impact d'un développement important de la production décentralisée sur les méthodes de dimensionnement des réseaux publics ainsi que leurs conditions d'exploitation.

Trois thèmes ont été traités :

- Mesure et contrôle de la production décentralisée.
- Question du gain sur les pertes.
- Impact de la production décentralisée sur la conception des réseaux (plan de protection ; réglage de la tension ; automatismes de réenclenchement).

• Compteurs évolués

Au cours de sa séance du 10 décembre, un exposé d'une représentante d'ERDF a permis d'exposer les objectifs et fonctionnalités du projet AMM*, et de faire état des sites pilotes retenus pour la mise en œuvre des expérimentations.

• PCB*

La CRSP a pris en charge le suivi des relations avec le MEEDDAT pour la mise en place de son projet de communication à destination des détenteurs d'appareils contenant des PCB/PCT.

** Polychlorobiphényle et polychloroterphényle : dans le cadre d'une vaste opération de traitement et de recyclage des déchets menée sur l'ensemble du territoire, l'élimination de tous les matériels contenant ces substances a été entreprise.*

** AMM : Automatic Meter Management.*



European Affairs Commission

« The highlight of the year was the French Presidency of the European Union which without doubt contributed to the adoption of the Climate and Energy Package at the end of the year. The much talked-about 3 x 20 rule will have major repercussions on the electrical sector which should help achieve these drastic objectives. »

The European Affairs Commission (CAE) is the competent body for promoting the collective interests of UFE members. It has particular responsibility for relations with EURELECTRIC and coordinating the French representation within this body.

The Chairman of the European Affairs Commission is Stéphane Morel, Secretary General of SNET - E.ON Group, France, and Vice-Chairman of UFE. The Deputy Chairman is Laurent Catenos, Director of European Affairs with EDF.

The CAE is open to all UFE members. The following have asked to participate in its work: EDF, GDF SUEZ, POWEO, SNET, FRANCE HYDRO ÉLECTRICITÉ, SER, ELE, UNELEG, ERDF and RTE.

ACTIVITY in 2008

In 2008, the CAE continued to monitor community news likely to be of interest to the electrical sector. It focused on the following main files:

– Internal energy market:

The “3rd package” presented to the European Commission on 19 September 2007 was welcomed positively by UFE (press release of 11 October 2007), despite its belief that there was no need to impose “ownership unbundling” on everybody and that, furthermore, the Agency for Cooperation of Energy Regulators (ACER) should be given real powers and not just the facility to make proposals or provide opinions.

– Energy and Climate package:

UFE adheres to the 3x20 objective by 2020 and considers that electricity could make a significant contribution to the success of these objectives. The monitoring process focuses above all on how the package is implemented.

– Other files,

more technical but no less important for the electrical sector, should be mentioned, for example the regulation on the recovery of the stock of European eel or the IPPC directive concerning integrated pollution prevention and control, especially emissions from large combustion plants.

• Communication with the other UFE commissions

In the first six months, communication with the other UFE commissions remained predominantly in writing (weekly news memo, circulation of commission minutes, overview of work of other commissions at each CAE).

In the second half of the year, exchanges started to develop following the decision to attach three Working Groups to the CAE - ETS, CCS and IPPC - dealing with the following topics: revision of the directive on the European emission quota trading scheme (ETS), proposed directive to provide a legal framework

for carbon capture and storage (CCS), plus monitoring the issue of CCS demonstrators (especially their financing) and, lastly, the IPPC directive mentioned above.

• Direct UFE lobbying

In general, EURELECTRIC represents the common interests of the European electrical industry in the community institutions. It is not unheard of, however, that UFE considers it appropriate to submit a message directly, to support a EURELECTRIC position or promote a particular interest.

A UFE delegation thus held a series of interviews on 15-16 January 2008 with Angelica Niebler, Chairman of the Energy Commission (ITRE) of the European Parliament, Catherine Trautmann and Anne Laperrouze, also members of the ITRE Commission. These interviews were an opportunity for UFE to state its analysis of the situation in France, in contrast to the conclusions of the impact study submitted by the Commission in support of the “3rd package”.

A set of documents was sent subsequently to the same parliamentarians.

• Relations with other national associations

– Relations with the German association BDEW

The 3rd BDEW/UFE symposium was organised in Paris on 30 June and 1 July. Members of the Board of Directors of both associations presented their view of things about a few issues raised either side of the Rhine: the investment decision (authorisation process, regulatory risk, political constraints, environmental requirements, competitiveness of new investments, etc.), the functioning of the market (especially the price regulation question) and the «3rd package».

./..



Stéphane Morel

« L'année aura été marquée par la Présidence française à la tête de l'Union européenne qui a, sans aucun doute, contribué à l'adoption, en fin d'année, du Paquet Énergie Climat. La règle des fameux 3 x 20 aura des répercussions importantes sur le secteur électrique qui devra contribuer à l'atteinte de ces objectifs drastiques. »

La Commission des Affaires Européennes (CAE) est la commission compétente pour faire valoir les intérêts collectifs des adhérents de l'UFE. Elle a en particulier en charge les relations avec EURELECTRIC et la coordination de la représentation française au sein d'EURELECTRIC.

Le Président de la Commission Affaires Européennes est Stéphane Morel, Secrétaire Général de SNET – Groupe E.ON France, et Vice Président de l'UFE. Le Président suppléant est Laurent Catenos, Directeur des Affaires Européennes à EDF.

La CAE est ouverte à tous les adhérents de l'UFE. Ont demandé à participer à ses travaux : EDF, GDF SUEZ, POWEO, SNET, FRANCE HYDRO ÉLECTRICITÉ, le SER, ELE, l'UNELEG, ERDF et RTE.



Laurent Catenos

L'ACTIVITÉ en 2008

La CAE a poursuivi, en 2008, son action de veille concernant l'actualité communautaire susceptible d'intéresser le secteur électrique. Cette veille s'est exercée sur les principaux dossiers suivants :

– Marché intérieur de l'énergie :

Le « 3^e paquet », présenté par la Commission Européenne le 19 septembre 2007 a été accueilli positivement par l'UFE (communiqué du 11 octobre 2007), même si elle estime qu'il n'est pas nécessaire d'imposer à tous la « dissociation patrimoniale » et que, par ailleurs, l'Agence de coopération des Régulateurs de l'énergie (ACER) devrait être dotée de réels pouvoirs et pas seulement de celui de faire des propositions ou de donner des avis.

– Paquet Énergie-Climat :

L'UFE adhère à l'objectif 3 x 20 à l'horizon 2020 et estime que l'électricité peut apporter une contribution très significative à la réussite de ces objectifs ; c'est surtout aux modalités de mise en œuvre du paquet que s'attache la veille.

– D'autres dossiers,

plus techniques mais pas moins importants pour le secteur électrique, sont à mentionner tels que par exemple le règlement sur la reconstitution du stock d'anguilles, ou bien encore la directive IPPC, sur la prévention et le contrôle des pollutions, notamment les émissions des grandes installations de combustion.

• Communication avec les autres commissions de l'UFE

Au premier semestre, la communication avec les autres commissions de l'UFE est restée essentiellement écrite (note hebdomadaire d'actualité, diffusion des CR des commissions, tour d'horizon des travaux des autres commissions à chaque CAE).

Au second semestre, les échanges se sont développés depuis la décision de rattachement à la CAE des trois Groupes de Travail ETS, CCS et IPPC qui traitent respectivement des sujets suivants : révision de la directive relative au système européen d'échange des quotas d'émissions (ETS), proposition de directive visant à donner un cadre juridique au captage et au stockage du carbone (CCS) ainsi que suivi de la question des démonstrateurs CCS (en particulier leur financement) et, enfin, directive IPPC déjà citée.

• Lobbying direct de l'UFE

D'une façon générale, c'est Eurelectric qui assure la représentation des intérêts communs à l'industrie électrique européenne, auprès des institutions communautaires ; mais il peut arriver que l'UFE estime opportun de porter directement un message, pour appuyer une position d'Eurelectric ou pour faire valoir un intérêt particulier.

C'est ainsi qu'une délégation de l'UFE a eu une série d'entretiens, les 15 et 16 janvier 2008, avec Angelica Niebler, Présidente de la commission Énergie (ITRE) du Parlement européen, Catherine Trautmann et Anne Laperrouze, également membres de la commission ITRE. Ces entretiens ont permis à l'UFE d'exposer son analyse de la situation en France, en contrepoint aux conclusions de l'étude d'impact présentée par la Commission à l'appui du « 3^e paquet ».

Par la suite, un ensemble de documents a été adressé aux mêmes parlementaires. /..



European Affairs (continued)

ACTIVITY in 2008

(continued)

./.. – Relations with the associations in the Pentalateral Energy Forum

Following contacts with EnergieNed (Netherlands) and FEBIEG (Belgium), it was decided that the five electricity company associations covering the active market players in the Centre-West region of Europe should meet in Paris, with EURELECTRIC also in attendance. This meeting coincided with the meeting of market players from the Pentalateral Forum (NWE Market Parties Platform, chaired by Eric van Vliet).

These contacts culminated in two actions intended to recall the positive assessment of the Forum as well as underline the difficulties to be overcome to maintain the objective:

- a joint letter from the Chairmen of the five associations to their respective ministers (5 June),*
- a joint article in Confrontations Europe (July-September issue, in French and English).*



L'ACTIVITÉ en 2008

(suite)

./.. • Relations avec les autres associations nationales

- Relations avec l'association allemande BDEW

Le 3^e colloque BDEW/UFE a été organisé à Paris les 30 juin et 1^{er} juillet. Des membres du CA de chacune des deux associations ont exposé leur vision des choses sur quelques questions qui se posent de part et d'autre du Rhin : la décision d'investissement (processus d'autorisation, risque réglementaire, contraintes politiques, exigences environnementales, compétitivité des nouveaux investissements, etc.) le fonctionnement du marché (en particulier, la question de la régulation des prix) le « 3^e paquet ».

- Relations avec les associations de la Pentalatérale

Après des contacts avec EnergieNed (Pays-Bas) et FEBIEG (Belgique), il a été décidé une rencontre à Paris entre les cinq associations de compagnies d'électricité regroupant les acteurs de marché actifs dans la région Centre Ouest de l'Europe, en présence d'Eurelectric. Cette rencontre a eu lieu à l'occasion de la réunion des acteurs de marché du Forum Pentalatéral (NWE market parties platform, présidée par Eric van Vliet).

Ces contacts ont débouché sur deux actions, destinées à rappeler le bilan positif du Forum mais aussi à souligner les difficultés à surmonter pour tenir l'objectif :

- une lettre commune des Présidents des 5 associations à leurs ministres respectifs (5 juin),
- un article commun dans Confrontations Europe (édition de juillet-septembre, en français et en anglais).



Accords de Branche *2008* Industry-Wide Agreements

- Electoral protocol of 19 December 2008 on how to organise the election of members of the Board of Directors of the Electric and Gas Industries Sickness Insurance Fund on 22-26 June 2009 (signatory union federations: Unanimous).
- Electoral protocol of 19 December 2008 on how to organise the election of members of the Boards of Directors of additional mutual funds and social action on 22-26 June 2009 (signatory union federations: Unanimous).
- Agreement of 11 December 2008 on introduction a collective inter-company savings plan (PERCO-I) (signatory union federations: CGC, CFDT and FO).
- Agreement of 27 November 2008 on introducing additional contingency cover for IEG agents (signatory union federations: Unanimous).
- Method agreement of 20 November 2008 on how to organise the election of members of the CAMIEG Board of Directors (signatory union federations: Unanimous).
- Method agreement of 20 November 2008 on how to organise the election of members of the Board of Directors of the CMCAS (signatory union federations: Unanimous).
- Agreement of 18 September 2008 on the principles to be adopted to introduce a collective inter-company savings plan (PERCO-I) (signatory union federations: CFDT, CGC, CFTC and FO).
- Agreement of 19 June 2008 on the principles to be adopted to introduce additional contingency cover for IEG agents (signatory union federations: Unanimous).
- Amendment of 6 June 2008 to the agreement of 6 April 2007 on vocational and social support for agents made available to CMCAS (signatory union federations: CFDT, CGC, CFTC and CGT).
- Agreement of 29 May 2008 on introducing an inter-company savings plan in the IEGs (signatory union federations: Unanimous).
- Agreement of 24 April 2008 on the invalidity pensions paid to electric and gas industry agents (signatory union federations: Unanimous).
- Agreement of 24 April 2008 on professional equality between men and women (signatory union federations: CFDT, CGC, CGT and FO).
- Agreement of 21 February 2008 on vocational support in the diversity of ages in the electric and gas industries (signatory union federations: CFDT, CGC and CFTC).
- Agreement of 21 February 2008 on the additional pension scheme in the electric and gas industry sector (signatory union federations: CFDT, CGC and CFTC).
- Agreement of 12 February 2008 on bonuses and compensation in the electric and gas industries (signatory union federations: Unanimous).
- Agreement of 29 January 2008 on salary measures scheme in the electric and gas industry sector (signatory union federations: CFDT, CGC, CFTC and CGT).
- Protocole électoral du 19 décembre 2008 relatif aux modalités d'organisation de l'élection des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'assurance maladie des industries électrique et gazière du 22 au 26 juin 2009 (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Protocole électoral du 19 décembre 2008 relatif aux modalités d'organisation de l'élection des membres des Conseils d'Administration des Caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale du 22 au 26 juin 2009 (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord du 11 décembre 2008 relatif à la Mise en place d'un plan d'épargne collectif inter-entreprise (PERCO-I) (Fédérations syndicales signataires : CGC, CFDT et FO).
- Accord du 27 novembre 2008, relatif à la Mise en place d'une couverture de prévoyance complémentaire des agents des IEG (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord de méthode du 20 novembre 2008 relatif aux modalités d'organisation de l'élection des membres du conseil d'administration de la CAMIEG (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord de méthode du 20 novembre 2008 relatif aux modalités d'organisation de l'élection des membres des conseils d'administration des CMCAS (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord du 18 septembre 2008 relatif aux principes à retenir pour la mise en place d'un plan d'épargne collectif inter-entreprise (PERCO-I) (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC, CFTC et FO).
- Accord du 19 juin 2008 relatif aux principes à retenir pour la mise en place d'une couverture de prévoyance complémentaire des agents IEG (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Avenant du 6 juin 2008 à l'accord du 6 avril 2007 relatif à l'accompagnement professionnel et social des agents mis à disposition des CMCAS (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC, CFTC et CGT).
- Accord du 29 mai 2008 relatif à la Mise en place d'un plan épargne interentreprises dans les IEG (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord du 24 avril 2008 relatifs aux Pensions versées en cas d'invalidité aux agents des industries électriques et gazières (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord du 24 avril 2008 relatif à l'Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC, CGT et FO).
- Accord du 21 février 2008 relatif à l'accompagnement professionnel dans la diversité des âges dans les industries électriques et gazières (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC et CFTC).
- Accord du 21 février 2008 relatif au régime supplémentaire de retraite dans la branche des industries électriques et gazières (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC et CFTC).
- Accord du 12 février 2008 relatif aux primes et indemnités dans les industries électriques et gazières (Fédérations syndicales signataires : Unanimité).
- Accord du 29 janvier 2008 concernant les mesures salariales dans la branche des industries électriques et gazières (Fédérations syndicales signataires : CFDT, CGC, CFTC et CGT).

Photos :

Couverture © UFE

Montage photos : © Johann Rousselot - © Marc Morceau - © Henri Cazin
- © Johann Rousselot - © Photothèque Régie d'Electricité d'Elbeuf

P2 © UFE

P10 montage CMVD : photo © Air* - graphique © Third Harmonic*

P11 (en haut) montage CMVD : photo © Jim Parkin* - graphique © Frog 974*
- (en bas) © UFE

P14 (à gauche) © Mathias Lamamy* - (à droite) © Aleksandar Radovanovic*

P15 © Zothen*

P16 © Pressmaster* - P17 © Liv Friis-Larsen*

P18 © Auremar* - P19 © Bruce Shippee*

P22 © Georges Blond* - P23 © Bernard63*

P24 © Dauf*

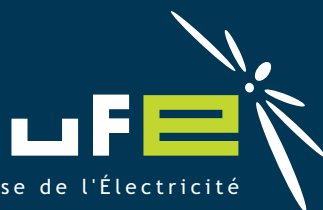
P26 © Herreneck* - P27 © Sophia Winters*

P30 © lamtheking33* - P31 © MAXFX*

P33 © Franck Thomasse*

P34-35 © Franck Boston*

* : *Fotolia.com*



Union Française de l'Électricité

Union Française de l'Électricité
9, avenue de Friedland - 75008 Paris
Tél. 01 58 56 69 00 - Fax 01 58 56 69 09
www.ufe-electricite.fr